



Comité National de la Dette
Publique



Caisse Autonome
d'Amortissement du
Cameroun

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°06/22 - Juin 2022

04 Août 2022

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019,

Assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP), créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présente la conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°06/22-Juin 2022, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique sur la période.

Dans cette conjoncture, il est entendu par dette publique, l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette est défini comme une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, cette dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées sont en cours. Conformément aux bonnes pratiques, un suivi des passifs conditionnels est désormais effectué portant sur la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions.

| | | |
|-----------|--|----|
| I. | ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL | 3 |
| I.1. | ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL | 3 |
| II. | ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC | 5 |
| II.1 | DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | 6 |
| II.1.1. | DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | 6 |
| II.1.2. | DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | 7 |
| II.1.2.1. | DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER..... | 7 |
| II.2. | DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS | 8 |
| II.2.1. | DETTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS | 8 |
| II.2.2. | DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS | 9 |
| II.3. | PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT | 9 |
| II.3.1. | DETTE AVALISEE PAR L'ETAT..... | 9 |
| II.3.2. | PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)..... | 10 |
| III. | SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE..... | 12 |
| III.1. | SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE..... | 12 |
| III.2. | SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE..... | 14 |
| III.2.1. | SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER..... | 14 |
| III.2.2. | VARIATION DES RESTES A PAYER | 14 |
| IV. | EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | 15 |
| IV.1. | NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES..... | 15 |
| IV.2. | DECRETS D'HABILITATION | 15 |
| IV.3. | DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | 16 |
| IV.3.1. | Décaissements sur financements extérieurs | 16 |
| IV.3.2. | Décaissements sur financements intérieurs | 18 |
| IV.4. | SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | 18 |
| IV.4.1. | SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires)..... | 18 |
| IV.4.2. | SEND's Intérieurs | 19 |
| V. | INDICATEURS D'ENDETTEMENT | 21 |
| V.1. | PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois)..... | 21 |
| V.2. | REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE..... | 21 |

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale demeure morose et reste tributaire de la guerre en UKRAINE qui s'est intensifiée ainsi que la persistance de la pandémie de la Covid-19 dans certains pays. C'est ainsi que des nouveaux goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales sont observés, exerçant des pressions supplémentaires sur les prix des matières premières et des denrées alimentaires et un resserrement des conditions financières mondiales plus important que prévu. Ces facteurs ont amené le Fonds Monétaire International (FMI) dans la mise à jour des Perspectives de l'Economie Mondiale du mois de juillet 2022 à réviser à la baisse, ses prévisions de croissance mondiale pour 2022 à 3,2%, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à celles d'avril et pour 2023 à 2,9%, soit une baisse de 0,7% par rapport à la précédente projection. L'inflation mondiale s'étend à l'ensemble des prix amenant ainsi des grandes banques centrales à resserrer leur politique monétaire, au risque d'en subir les conséquences à la reprise de la croissance.

Dans les pays avancés, le FMI table sur un taux de croissance de 2,5% en 2022 et de 1,4% en 2023, contre respectivement 2,3% et 2,4% dans les projections d'avril.

Aux Etats Unis d'Amérique, l'économie connaîtra une croissance en baisse en 2022 et 2023 contrairement aux prévisions initiales, en raison de la crise ukrainienne. Elle devrait s'établir à 2,3% en 2022 et 1,0% en 2023, soit des baisses respectives de 1,4% et de 1,3% par rapport aux prévisions d'avril 2022. La relative bonne marche de l'économie américaine et la flambée inflationniste (plus de 8,6% en glissement annuel et 8,3% en glissement mensuel au mois de juin), viennent gonfler les recettes fiscales. Quant à la dette publique américaine, selon le Bureau du budget (CBO), elle devrait reculer cette année, pour atteindre 98 % du PIB, soit une baisse de 4% par rapport au prévision précédente du fait d'un déficit budgétaire moins élevé avec la fin des mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages depuis l'automne 2021 et les hausses d'impôt mises en place par l'administration Biden.

En Europe, Le FMI a revu à la baisse ses perspectives pour la zone euro avec une croissance projetée à 2,6% en 2022 et à 1,2% en 2023, soit des baisses respectives de 0,2% et 1,1% par rapport aux perspectives d'avril 2022. Face aux risques de récession en liaison avec une nouvelle flambée des prix du gaz et de l'électricité, l'euro a chuté à son plus bas niveau depuis une vingtaine d'années face au dollar américain et au 13 juillet 2022, l'euro avait la même parité que le dollar US. Pour faire face à l'inflation galopante, la Banque Centrale Européenne (BCE) a annoncé, le jeudi 21 juillet 2022, un relèvement de ses taux d'intérêt de 0,5 point.

En France, le FMI a nettement revu à la baisse sa prévision de croissance pour le pays à 2,3% en 2022, et à 1,0% en 2023, contre respectivement 2,9% et 1,4% projetée dans les PEM d'avril 2022. Selon la Banque de France, la dette publique du pays est projetée à environ 112% du PIB en 2022. Les charges liées à la dette devraient bondir de 17 milliards d'euros en 2022 par rapport à la prévision initiale, à cause de la remontée des taux d'intérêts. Les charges d'intérêts à régler avoisineraient 1,8% du PIB en 2022 et 1,6% du PIB en 2023.

Dans les pays émergents, le FMI prévoit une croissance de 3,6% en 2022 et 3,9% en 2023, soit une révision à la baisse de 0,2% pour 2022 et de 0,5% pour 2023.

En Chine, selon le FMI, la croissance économique du pays s'établira à 3,3% en 2022 avant de rebondir à 4,6% en 2023, contre respectivement 4,4% et 5,1% prévus en avril 2022. Pour ce qui est de l'augmentation des prix, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) de la Chine, a augmenté de 2,5% en base annuelle en juin, selon le Bureau d'Etat des Statistiques (BES).

En Afrique subsaharienne, il est observé une forte résilience. En effet, le FMI a maintenu ses prévisions de croissance pour le continent à 3,8% du PIB en 2022 et 4,0% en 2023. Diverses autres problématiques sont soulevées, entre autres, la situation d'inflation, dont l'hyperinflation au Zimbabwe due à la chute du dollar zimbabwéen, mais aussi la recrudescence de pénurie des denrées alimentaires qui pourrait causer une famine généralisée dans nombre de pays.

Au Nigéria, les projections de croissance sont maintenues à 3,4% pour 2022 par le FMI. Pour 2023, une légère augmentation de 0,1% est envisagée pour se situer à 3,2%.

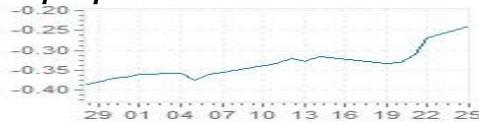
Dans la zone CEMAC, et suivant les conclusions de la 2^{ème} session du Comité de politique monétaire de la BEAC tenue le 14 juillet dernier, la croissance devrait s'établir à 3,5% en 2022 contre un taux de 1,5% enregistré en 2021. Cette hausse est principalement liée à l'évolution favorable des termes de l'échange de la CEMAC et le dynamisme de tous les secteurs d'activité. Pour l'année 2023, ce taux est projeté à 3,3%.

Graphique 1: SOFR (Secured Overnight Financing Rate)



Source : Global rates

Graphique 2 : Euribor USD 6 mois



Source : Global rates

| Taux de change de fin de période | 2021 | | 2022 | | | | | |
|----------------------------------|--------|----------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|
| | Juin | Décembre | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin |
| Dollar US | 551.86 | 579.58 | 584.03 | 582.34 | 588.96 | 622.09 | 609.33 | 647.12 |
| DTS | 787.36 | 810.72 | 814.56 | 816.55 | 818.70 | 836.32 | 828.69 | 833.78 |
| Yuan | 85.46 | 90.91 | 91.82 | 92.17 | 92.69 | 94.10 | 91.42 | 93.30 |
| Yen | 4.99 | 5.03 | 5.07 | 5.04 | 4.83 | 4.78 | 4.78 | 4.58 |

Source : CF-DRMS

| Période | 15-mai-21 | 15-nov-21 | 15-déc-21 | 15-janv-22 | 15-févr-22 | 15-mars-22 | 15-avr-22 | 15-mai-22 | 15-juin-22 |
|---------------------|------------|-----------|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|------------|
| | 14-juin-21 | 15-déc-21 | 14-janv-22 | 14-févr-22 | 14-mars-22 | 14-avr-22 | 14-mai-22 | 14-juin-22 | 14-juil-22 |
| Monnaie / Maturité | CIRR | CIRR | CIRR | CIRR | CIRR | CIRR | CIRR | CIRR | CIRR |
| US Dollar < 5 years | 1.35 | 1.67 | 1.82 | 1.95 | 2.25 | 2.65 | 3.09 | 3.72 | 3.79 |
| > 5-8.5 years | 1.86 | 2.11 | 2.20 | 2.23 | 2.54 | 2.81 | 3.11 | 3.78 | 3.87 |
| > 8.5 years | 2.31 | 2.40 | 2.45 | 2.40 | 2.70 | 2.91 | 3.15 | 3.80 | 3.92 |
| Euro < 5 years | 0.30 | 0.37 | 0.28 | 0.32 | 0.45 | 0.73 | 0.86 | 1.35 | 1.49 |
| > 5-8.5 years | 0.40 | 0.52 | 0.43 | 0.44 | 0.63 | 0.98 | 1.13 | 1.62 | 1.80 |
| > 8.5 years | 0.54 | 0.67 | 0.58 | 0.57 | 0.78 | 1.12 | 1.29 | 1.75 | 1.95 |

Source : OCDE

1.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

La conjoncture économique nationale est principalement marquée par (i) la dépréciation du FCFA en liaison avec celle de l'Euro par rapport au dollar américain sur le marché international et les conséquences qui s'en suivent ; (ii) la tenue du 15 au 29 juin 2022, de la mission du FMI au titre de la 2^{ème} revue du Programme Economique et Financier (FEC-MEDC), dont la revue a été conclue le 25 juillet 2022 ; (iii) la tenue et l'achèvement de la deuxième session parlementaire de l'année 2022 et ; (iv) les travaux en cours pour la préparation du budget de l'année 2023.

Pour ce qui est de la mission de revue du FMI, les travaux se sont déroulés en mode hybride avec les autorités camerounaises du 15 au 29 juin dans le cadre de la deuxième revue du PEF 2021-2024 soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC) et le mécanisme élargi de crédit (MEDC). Au terme de cette mission, le Conseil d'Administration du FMI tenu le 25 juillet 2022 a approuvé en faveur du Cameroun, un décaissement de 79,9 millions de dollars US, soit environ 47 milliards de FCFA.

Il ressort principalement des échanges et des constats que, les répercussions des chocs exogènes à l'instar de la crise russo-ukrainienne ont eu un impact négatif sur l'économie nationale, induisant notamment une flambée des prix des produits agricoles tels que le blé ou encore des hydrocarbures. Ainsi, cette crise a contribué à gonfler l'enveloppe des subventions des produits pétroliers encore appelés manque à gagner au Cameroun afin de maintenir les prix à la pompe stables. En occurrence pour le seul mois de juin 2022, cette subvention s'est élevée à environ 80 milliards de FCFA, portant le montant global des manques à gagner à plus de 317 milliards de FCFA pour le premier semestre 2022.

Au terme de la tenue du 7 juin au 06 juillet 2022 de la deuxième session ordinaire parlementaire de l'année 2022, sept (07) textes de lois ont été transmis par le Parlement au Président de la République pour promulgation, dont le projet de loi portant ratification de l'ordonnance N°2022/001 signé le 2 juin 2022 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2021/026 du 16 décembre 2021 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022. Cette Loi de Finances Rectificative, vise à prendre en compte dans le budget de l'État les effets de la conjoncture internationale marquée par une forte inflation et les événements survenus sur le plan national, notamment la satisfaction des revendications sociales des enseignants, conformément aux Hautes Instructions du Président de la République.

Le Budget de l'État de l'année 2022 porte désormais sur une enveloppe de 6 080,4 milliards de FCFA, soit une hausse de 328,0 milliards de FCFA en valeur nominale, et 5,7% en valeur relative par rapport aux 5 752,4 milliards de FCFA prévus dans la Loi de Finances Initiale. Quant au besoin d'endettement prévu en 2022, il passe de 1 754,5 milliards de FCFA à 1 868,5 milliards de FCFA, soit une augmentation de 6,5%.

Le niveau d'inflation initialement prévu à 2% pour l'année 2022 a été revu à 3% cause de la hausse des prix en général des denrées alimentaires et des produits pétroliers en particulier. Par ailleurs, la valeur nominale du PIB prévue pour l'année 2022 est passée de 26 543 milliards de FCFA à 27 063 milliards de FCFA tandis qu'en valeur relative, la croissance du PIB (à prix constant) a été revue à la baisse passant de 4,2% à 4,0%.

L'Institut National des Statistiques (INS), dans son rapport du 7 juillet 2022 sur la situation économique entrevoit un risque d'insolvabilité de certaines sociétés dont elle a examiné les déclarations fiscales. L'Institut justifie son hypothèse par le fait que l'endettement global des entreprises camerounaises représente désormais 6,77 fois leurs fonds propres, bien au-dessus de la norme de soutenabilité.

A l'occasion du séminaire de lancement de la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2023 tenu à Yaoundé le 19 juillet 2022, les enjeux auxquels le pays devra faire face ont été rappelés par le Ministre des Finances. Il s'agit prioritairement de maintenir une attention à la hauteur des besoins en direction de tous les foyers de crises sécuritaires dans le pays, de maintenir le soutien au carburant, et de poursuivre l'apurement de la dette de l'État vis-à-vis des enseignants.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Au 30 juin 2022, l'encours de la dette de l'ensemble du secteur public (non consolidé) est évalué à 11 933 milliards de FCFA et représente environ 45,8% du PIB. Cette dette reste dans la bonne trajectoire par rapport à la cible fixée à 50% du PIB à fin 2024 dans la Stratégie d'Endettement à Moyen Terme 2022-2024. Cet encours connaît une hausse de 1,0% en glissement mensuel, de 3,7% par rapport au trimestre précédent et de 11,2% en glissement annuel. Près de 92,7% de cette dette représente celle de l'Administration Centrale et 7,3% celle des Entreprises et Etablissements Publics.

L'encours de la dette directe de l'Administration Centrale, est évalué à 11 057 milliards de FCFA (42,1% du PIB) et connaît une croissance de (i) 1,0% par rapport au mois précédent (+109 milliards de FCFA), (ii) 3,8% en glissement trimestriel (+ 408 milliards de FCFA) et (iii) 12,0% en glissement annuel (1 184 milliards de FCFA), expliquée principalement par les émissions des titres publics, les décaissements des appuis budgétaires dans le cadre du PEF 2021-2024 conclu avec le FMI, et la dépréciation du FCFA par rapport au USD et autres devises du portefeuille hors euro.

S'agissant de l'effet de la variation du taux de change sur la dette publique, il convient de relever que, le FCFA de parité fixe avec l'Euro, a enregistré une dépréciation par rapport au dollar US de l'ordre de 6,2% en variation mensuelle, 9,9% en glissement trimestriel, et 17,3% en glissement annuel. Du fait de cette variation, l'encours de la dette a augmenté successivement de 420 milliards de FCFA en glissement annuel, 172 milliards de FCFA en glissement trimestriel et 78 milliards de FCFA en glissement mensuel.

En terme de composition, l'encours de dette de l'Administration Centrale au 30 juin 2021 est constitué de : (i) 71,1% de dette extérieure ; et (ii) 28,9% de dette intérieure, y compris les Restes à Payer de plus de 3 mois.

La dette directe des Etablissements et Entreprises Publics est estimée à 875,2 milliards de FCFA, soit 3,4% du PIB. Cet encours est en hausse de 1,5% en glissement mensuel, de 1,8% en glissement trimestriel et de 1,5% en glissement annuel du fait principalement des variations des taux de changes. Plus de 55,4% de cette dette est dû aux créanciers extérieurs et 44,6% aux créanciers intérieurs.

Tableau 1 : Encours de la dette publique et passifs conditionnels explicites de l'Etat

| Rubriques | 30 Juin 2021 * | 31 Décembre 2021 ** | 31 Janvier 2022 *** | 28 Février 2022 *** | 31 Mars 2022 *** | 30 Avril 2022 *** | 31 Mai 2022 *** | 30 Juin 2022 *** |
|---|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------|
| Montant en Milliards de FCFA | | | | | | | | |
| 1. Dette extérieure | 7 024 | 7 558 | 7 580 | 7 632 | 7 641 | 7 807 | 7 787 | 7 867 |
| Multilatérale | 2 929 | 3 267 | 3 289 | 3 362 | 3 373 | 3 436 | 3 418 | 3 439 |
| <i>dont appuis budgétaires</i> | 1 112 | 1 287 | 1 291 | 1 359 | 1 362 | 1 381 | 1 373 | 1 379 |
| Bilatérale | 3 171 | 3 297 | 3 274 | 3 253 | 3 262 | 3 350 | 3 365 | 3 401 |
| <i>dont appuis budgétaires</i> | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 243 | 243 |
| Commerciale | 924 | 994 | 1 017 | 1 017 | 1 007 | 1 021 | 1 005 | 1 027 |
| 2. Dette intérieure | 2 849 | 2 929 | 2 971 | 2 927 | 3 008 | 2 967 | 3 161 | 3 190 |
| 2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer) | 2 658 | 2 765 | 2 808 | 2 764 | 2 845 | 2 804 | 2 909 | 2 938 |
| Titres publics | 1 217 | 1 276 | 1 329 | 1 311 | 1 410 | 1 380 | 1 499 | 1 475 |
| Emprunt consolidé BEAC | 577 | 577 | 577 | 577 | 577 | 577 | 577 | 577 |
| Dette structurée | 796 | 850 | 840 | 815 | 797 | 786 | 773 | 827 |
| Dette non structurée | 67 | 62 | 62 | 61 | 61 | 61 | 60 | 59 |
| 2.2. Restes à payer de plus de 3 mois | 192 | 163 | 163 | 163 | 163 | 163 | 252 | 252 |
| 3. Dette Directe de l'administration centrale | 9 873 | 10 487 | 10 551 | 10 559 | 10 649 | 10 775 | 10 948 | 11 057 |
| <i>dont appui budgétaire total</i> | 1 308 | 1 484 | 1 488 | 1 556 | 1 559 | 1 578 | 1 616 | 1 622 |
| 4. Dette des Entreprises publiques | 862 | 866 | 864 | 860 | 860 | 870 | 862 | 875,2 |
| Dette extérieure directe des entreprises publiques | 449 | 459 | 460 | 459 | 461 | 475 | 469 | 485,1 |
| Dette intérieure auprès du système bancaire | 413 | 407 | 404 | 401 | 399 | 395 | 393 | 390,1 |
| 5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées | | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D |
| Dette extérieure directe des CTD's | | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D |
| Dette intérieure directe des CTD's | | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D |
| 6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat | 25 | 1 249 | 1 249 | 3 360 | 3 360 | 3 359 | 3 778 | 3 776 |
| Dette avalisée | 25 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 19 | 17 |
| Partenariats Publics Privés | | 1 228 | 1 228 | 3 338 | 3 338 | 3 338 | 3 758 | 3 758 |
| 7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5) | 10 735 | 11 352 | 11 415 | 11 419 | 11 509 | 11 644 | 11 810 | 11 933 |

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

Les passifs conditionnels de l'Etat, sur la base des informations disponibles sont évalués au 30 juin 2022 à 3 776 milliards de FCFA et représentent 14,5% du PIB. ce montant identique à celui du précédent mois est en augmentation de 12,4% en glissement trimestriel. Ces passifs sont constitués de 0,5% de la dette garantie par l'Etat du Cameroun et de 99,5% des investissements sous forme de Partenariats Publics Privés (PPP).

La dette des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) est en cours de recensement et les travaux se poursuivent en collaboration avec le Ministère des Finances (MINFI) et le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL).

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

L'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale est estimé à fin juin 2022 à environ 7 867 milliards de FCFA, soit 30,2% du PIB. Cet encours croît de 1,0% par rapport au mois précédent, de 3,0% en glissement trimestriel et de 12,0% en glissement annuel. Cette augmentation est expliquée par l'accumulation de nouvelles dettes (de 1,9 milliard en glissement mensuel, 52 milliards de FCFA en glissement trimestriel et 251,2 milliards de FCFA en glissement annuel) mais beaucoup plus par la dépréciation du FCFA par rapport au dollar US et autres principales devises, précédemment relevée .

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

| Rubriques | 30 Juin 2021 * | 31 Décembre 2021 ** | 31 Janvier 2022 *** | 28 février 2022 *** | 31 Mars 2022 *** | 30 Avril 2022 *** | 31 Mai 2022 *** | 30 Juin 2022*** |
|--|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|
| Montant en Milliards de FCFA | | | | | | | | |
| Multilatéral | 2 929 | 3 267 | 3 289 | 3 362 | 3 373 | 3 436 | 3 418 | 3 439 |
| BAD | 479,8 | 508,4 | 510,5 | 509,7 | 512,0 | 519,2 | 523,8 | 526,3 |
| <i>dont appuis budgétaires PEF</i> | 269,2 | 326,9 | 326,9 | 326,9 | 326,9 | 326,9 | 326,9 | 326,9 |
| <i>appuis budgétaires COVID-19</i> | 57,7 | 57,7 | 57,7 | 57,7 | 57,7 | 57,7 | 57,7 | 57,7 |
| BAD/EA | 24,5 | 26,4 | 27,1 | 26,9 | 26,8 | 28,4 | 27,8 | 28,3 |
| BDEAC | 23,2 | 23,3 | 25,3 | 24,7 | 24,7 | 24,7 | 24,7 | 23,4 |
| BID | 266,3 | 319,7 | 327,9 | 333,0 | 337,3 | 345,3 | 344,3 | 351,6 |
| BIRD | 161,6 | 174,3 | 174,3 | 174,3 | 174,3 | 174,4 | 174,4 | 174,4 |
| <i>dont appuis budgétaires PEF</i> | 112,8 | 112,8 | 112,8 | 112,8 | 112,8 | 112,8 | 112,8 | 112,8 |
| FAD | 378,0 | 397,6 | 400,0 | 401,4 | 405,1 | 413,9 | 410,3 | 412,8 |
| FIDA | 51,2 | 54,2 | 55,2 | 55,6 | 55,5 | 56,7 | 56,1 | 56,5 |
| FMI | 554,1 | 671,4 | 674,6 | 743,7 | 745,7 | 761,7 | 754,8 | 759,4 |
| <i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i> | 336,8 | 346,9 | 348,6 | 349,3 | 350,2 | 357,8 | 354,5 | 356,7 |
| <i>appuis budgétaires COVID-19</i> | 217,3 | 223,8 | 224,9 | 225,4 | 226,0 | 230,8 | 228,7 | 230,1 |
| <i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i> | - | 33,6 | 33,7 | 56,3 | 56,5 | 57,7 | 57,2 | 57,5 |
| <i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2</i> | - | 67,1 | 67,5 | 112,7 | 113,0 | 115,4 | 114,4 | 115,1 |
| FS OPEP | 12,9 | 13,1 | 13,2 | 12,9 | 13,0 | 13,1 | 12,6 | 12,8 |
| IDA | 942,6 | 1 038,6 | 1 043,4 | 1 042,2 | 1 041,3 | 1 062,3 | 1 052,0 | 1 058,0 |
| <i>dont appuis budgétaires PEF</i> | 117,7 | 175,7 | 176,6 | 176,0 | 176,6 | 180,0 | 178,7 | 180,3 |
| UE | 32,5 | 37,9 | 37,9 | 37,7 | 37,1 | 36,9 | 36,8 | 35,9 |
| Bilatéral | 3 171 | 3 297 | 3 274 | 3 253 | 3 262 | 3 350 | 3 365 | 3 401 |
| ALLEMAGNE | 17,7 | 17,9 | 17,9 | 17,9 | 17,9 | 17,9 | 17,9 | 17,2 |
| Belgique | 9,1 | 9,1 | 9,1 | 9,1 | 9,1 | 9,1 | 9,1 | 9,0 |
| Espagne | 3,2 | 3,2 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | 2,5 | 2,4 |
| FRANCE | 908,1 | 931,2 | 925,0 | 925,0 | 917,2 | 898,7 | 945,0 | 930,1 |
| <i>dont appuis budgétaires PEF</i> | 196,8 | 196,8 | 196,8 | 196,8 | 196,8 | 196,8 | 242,7 | 242,7 |
| <i>dont C2D</i> | 117,5 | 143,2 | 136,6 | 136,6 | 130,1 | 121,1 | 71,5 | 71,5 |
| JAPON | 54,0 | 55,5 | 56,3 | 55,8 | 52,9 | 52,4 | 52,4 | 50,1 |
| NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA) | 28,4 | 26,2 | 26,2 | 26,2 | 26,2 | 26,2 | 26,2 | 24,0 |
| SUISSE | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,7 |
| ARABIE SAOUDITE | 7,8 | 9,0 | 9,1 | 9,0 | 8,7 | 9,2 | 9,0 | 9,3 |
| CHINE | 3,2 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,5 |
| COREE DU SUD | 37,2 | 44,8 | 45,0 | 44,8 | 45,1 | 46,4 | 45,5 | 45,3 |
| EXIMBANK DE CHINE | 1 951,4 | 2 043,1 | 2 022,5 | 2 005,0 | 2 021,6 | 2 117,5 | 2 092,9 | 2 145,2 |
| EXIMBANK TURQUE | 88,5 | 82,0 | 83,3 | 76,9 | 77,8 | 82,2 | 80,5 | 82,6 |
| INDE | 50,8 | 58,6 | 59,6 | 63,8 | 65,4 | 69,7 | 67,6 | 69,3 |
| KOWEIT | 11,4 | 12,4 | 12,4 | 12,2 | 12,2 | 12,2 | 12,0 | 12,3 |
| Commercial | 924 | 994 | 1017 | 1017 | 1007 | 1021 | 1005 | 1027 |
| AFRICAN EXPORT IMPORT BANK | - | 44,0 | 44,7 | 44,2 | 44,8 | 47,3 | 46,3 | 47,5 |
| Bank of China | 127,2 | 123,5 | 125,4 | 116,9 | 115,4 | 121,9 | 119,4 | 122,5 |
| Belfius | 55,3 | 52,1 | 52,0 | 51,1 | 49,4 | 49,4 | 49,4 | 49,4 |
| BMCE Bank | 13,1 | 10,9 | 10,9 | 10,9 | 8,7 | 8,7 | 8,7 | 8,7 |
| Commercial-eurobond | 450,4 | 542,0 | 542,0 | 542,0 | 542,0 | 542,0 | 542,0 | 542,0 |
| <i>dont Eurobond 2015</i> | 90,1 | 92,7 | 92,7 | 92,7 | 92,7 | 92,7 | 92,7 | 92,7 |
| <i>Eurobond 2021</i> | 449,3 | 449,3 | 449,3 | 449,3 | 449,3 | 449,3 | 449,3 | 449,3 |
| Commerz bank Allemagne | 13,4 | 14,0 | 14,3 | 14,1 | 14,3 | 14,3 | 14,8 | 15,1 |
| Deutsche banque Espagne | 28,8 | 24,8 | 23,4 | 21,9 | 21,9 | 21,4 | 19,1 | 19,4 |
| Inter Islamic trade Finance Corporation | 44,4 | 9,2 | 9,6 | 21,4 | 22,2 | 26,2 | 21,8 | 45,1 |
| INTESA SANPAOLO SPA | 91,3 | 81,5 | 81,5 | 81,5 | 77,3 | 77,3 | 77,3 | 70,2 |
| Raiffeisen Bank Inter AG | 5,8 | 5,7 | 5,7 | 5,7 | 5,7 | 5,7 | 5,7 | 5,5 |
| SOCIETE GENERALE NEW YORK- EXIM BA | 31,6 | 30,3 | 30,6 | 30,4 | 30,3 | 30,3 | 28,7 | 29,2 |
| Standard Chartered Londres | 56,2 | 55,7 | 76,5 | 76,5 | 76,0 | 76,0 | 72,0 | 72,0 |
| Total Général | 7 024 | 7 558 | 7 580 | 7 632 | 7 641 | 7 807 | 7 787 | 7 867 |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

Au 30 juin 2022, l'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale se compose de : (i) 43,7% de dette multilatérale ; (ii) 43,2% de dette bilatérale et (iii) 13,1% de dette commerciale.

La dette envers des créanciers multilatéraux est évaluée à 3 439 milliards de FCFA et les principaux créanciers sont : (i) la Banque Mondiale (IDA, BIRD), qui détient environ 35,8% de la dette multilatérale et 15,7% de la dette extérieure ; (ii) le groupe de la BAD (FAD, BAD), qui représente 27,3% de la dette multilatérale et 12,0% de la dette extérieure totale ; et (iii) le FMI avec 22,1% de la dette multilatérale et 9,7% de la dette extérieure (hors allocation des DTS) .

La dette bilatérale est estimée à 3 401 milliards de FCFA et provient principalement de : (i) la Chine avec 63,2% de la dette bilatérale et 27,4% de la dette extérieure totale ; et (ii) la France avec 27,3% de la dette bilatérale et 11,9% de la dette extérieure totale.

La dette commerciale de 1 027 milliards de FCFA provient à : (i) 52,8% des eurobonds émis en

2015 et 2021, soit 6,9% de la dette extérieure totale et, (ii) 11,9% de la dette envers Bank of China, soit 1,6% de la dette extérieure.

II.1.2. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.2.1. DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

A fin juin 2022, la dette intérieure de l'Administration Centrale (hors Restes à Payer de plus de 3 mois) est évalué à 2 938,1 milliards de FCFA, soit 11,3% du PIB. Elle est en hausse de 1,0% par rapport au mois précédent, de 3,3% en glissement trimestriel et de 10,6% en glissement annuel. Elle est constituée de : (i) 50,2% de titres publics, (ii) 28,2% de dette structurée, (iii) 19,6% de dette consolidée BEAC et (iv) 2,0% de dette non structurée.

Tableau 3 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer

| Rubriques | 30 Juin 2021 * | 31 Décembre 2021 ** | 31 Janvier 2022 *** | 28 Février 2022 *** | 31 Mars 2022 *** | 30 Avril 2022 *** | 31 Mai 2022 *** | 30 Juin 2022*** |
|---|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|
| Montant en Milliards de FCFA | | | | | | | | |
| Titres Publics | 1 217,4 | 1 276,0 | 1 329,4 | 1 311,0 | 1 410,1 | 1 380,1 | 1 498,7 | 1 474,7 |
| Bons de Trésor Assimilable | 240,0 | 241,0 | 294,4 | 280,9 | 242,4 | 212,4 | 212,4 | 188,4 |
| OTA | 792,3 | 935,0 | 935,0 | 930,1 | 1 067,7 | 1 067,7 | 951,3 | 951,3 |
| OTA 2 ans | 55,3 | 33,3 | 33,3 | 33,3 | 33,3 | 33,346 | - | - |
| OTA 3 ans | 132,8 | 132,8 | 132,8 | 118,0 | 118,0 | 118,0 | 35,0 | 35,0 |
| OTA 5 ans | 348,7 | 481,1 | 481,1 | 481,1 | 618,7 | 618,7 | 618,7 | 618,7 |
| OTA 6 ans | 127,9 | 160,0 | 160,0 | 160,0 | 160,0 | 160,0 | 160,0 | 160,0 |
| OTA 7 ans | 82,7 | 82,7 | 82,7 | 82,7 | 82,7 | 82,7 | 82,7 | 82,7 |
| OT | 185,1 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 335,0 | 335,0 |
| ECMR 5.5% 2018-2023 | 150,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| ECMR 6.25% 2022-2029 | - | - | - | - | - | - | 235,0 | 235,0 |
| Emprunt consolidé BEAC | 576,9 | 576,9 | 576,9 | 576,9 | 576,9 | 576,9 | 576,9 | 576,9 |
| Dette Structurée | 796,5 | 850,2 | 839,6 | 814,7 | 797,4 | 786,3 | 772,5 | 827,3 |
| Dette Structurée Bancaire | 391,8 | 421,0 | 414,7 | 394,2 | 386,0 | 383,7 | 370,6 | 437,4 |
| Dette Bancaire Titrisée | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 |
| ECOBANK | 67,9 | 61,3 | 59,3 | 54,8 | 53,1 | 53,1 | 51,8 | 51,8 |
| PLANUT 1 | 17,7 | 13,6 | 11,6 | 10,1 | 10,1 | 10,1 | 10,1 | 10,1 |
| PLANUT 2 | 50,0 | 47,5 | 47,5 | 44,5 | 42,8 | 42,8 | 41,5 | 41,5 |
| PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche A | 19,0 | 16,5 | 16,5 | 15,3 | 15,3 | 15,3 | 14,0 | 14,0 |
| PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche B | 31,0 | 31,0 | 31,0 | 29,3 | 27,5 | 27,5 | 27,5 | 27,5 |
| SIC-COFFOR | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| BGFI | 36,6 | 31,9 | 30,5 | 27,5 | 27,5 | 26,5 | 26,5 | 23,5 |
| PLANUT | 19,9 | 17,7 | 16,8 | 16,8 | 16,8 | 15,8 | 15,8 | 15,8 |
| STADE JAPOMA | 16,7 | 14,2 | 13,7 | 10,7 | 10,7 | 10,7 | 10,7 | 7,7 |
| Banque Atlantique Cameroun (PLANUT) | 165,3 | 166,3 | 166,3 | 154,4 | 154,4 | 154,4 | 142,5 | 219,2 |
| PLANUT | 165,3 | 141,5 | 141,5 | 129,6 | 129,6 | 129,6 | 117,8 | 117,8 |
| Cession de créance PAD | - | - | - | - | - | - | - | 76,7 |
| Cession de créance PAK | - | 24,8 | 24,8 | 24,8 | 24,8 | 24,8 | 24,8 | 24,8 |
| UBA | 14,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| STADE OLEMBE | 14,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| CCA BANK | 6,3 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE | 6,3 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| CRÉDIT FONCIER | 35,0 | 33,8 | 33,8 | 32,7 | 32,2 | 31,2 | 31,2 | 30,2 |
| LOGEMENTS SOCIAUX | 15,0 | 15,0 | 15,0 | 14,5 | 14,0 | 13,0 | 13,0 | 12,0 |
| SIC ETAT SIEGE | 19,9 | 18,8 | 18,8 | 18,2 | 18,2 | 18,2 | 18,2 | 18,2 |
| SCB | - | 10,1 | 10,1 | 10,1 | 9,8 | 9,5 | 9,5 | 9,5 |
| Pénétrante Est Douala | - | 10,1 | 10,1 | 10,1 | 9,8 | 9,5 | 9,5 | 9,5 |
| SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN | 65,1 | 93,9 | 91,0 | 91,0 | 87,4 | 87,4 | 87,4 | 81,4 |
| Cession de créances ENEO 2020 | 45,8 | 38,6 | 38,6 | 38,6 | 38,6 | 38,6 | 38,6 | 38,6 |
| Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques | - | 38,9 | 38,9 | 38,9 | 35,2 | 35,2 | 35,2 | 31,6 |
| Cession de créances TOTAL CAMEROUN | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 11,3 |
| Cession de créances NEPTUNE OIL | 5,8 | 2,9 | - | - | - | - | - | - |
| Dette structurée non bancaire | 404,7 | 429,2 | 424,9 | 420,4 | 411,4 | 402,6 | 401,9 | 390,0 |
| Dette titrisée | 77,0 | 69,2 | 66,8 | 66,4 | 63,8 | 61,2 | 60,5 | 58,1 |
| Dette croisée et B.T.P titrisée | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,3 |
| PAD | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 |
| SONARA | 55,4 | 47,6 | 45,2 | 45,2 | 42,5 | 39,9 | 39,3 | 36,9 |
| Dette non titrisée | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 |
| Dette B.T.P non titrisée | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 |
| Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques | 256,0 | 285,1 | 284,1 | 281,0 | 278,0 | 271,9 | 271,9 | 264,8 |
| CNPS | 132,2 | 132,2 | 132,2 | 132,2 | 132,2 | 132,2 | 132,2 | 132,2 |
| Anciennes conventions | 69,6 | 69,6 | 69,6 | 69,6 | 69,6 | 69,6 | 69,6 | 69,6 |
| Immeuble ministériel - CNPS | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 |
| Avance de trésorerie N°1 | 15,0 | 15,0 | 15,0 | 15,0 | 15,0 | 15,0 | 15,0 | 15,0 |
| Avance de trésorerie N°2 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| Avance de trésorerie N°3 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 |
| Avance de trésorerie N°4 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 |
| ALUCAM | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 |
| PAD | 9,1 | 8,1 | 8,1 | 6,6 | 5,8 | 4,8 | 4,8 | 3,3 |
| SRC/BICEC/SIMAR | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | - | - |
| CAMTEL | 13,2 | 53,9 | 52,9 | 51,9 | 50,7 | 46,5 | 46,5 | 41,5 |
| CAMWATER | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 5,5 |
| SOPECAM | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 |
| CDE/CAMWATER | 18,7 | 18,7 | 18,7 | 18,7 | 18,7 | 18,7 | 18,7 | 18,7 |
| CAMRAIL | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 |
| SIC | 34,6 | 33,9 | 33,9 | 33,4 | 32,9 | 31,9 | 31,9 | 31,4 |
| SONATREL | 36,3 | 26,3 | 26,3 | 26,3 | 25,8 | 25,8 | 25,8 | 25,8 |
| Dette vis-à-vis des Ent. Privées | 68,4 | 71,7 | 70,8 | 69,8 | 66,3 | 66,3 | 66,3 | 63,7 |
| BENEFICIAL (priva.SOCAR) | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| ENEO | 40,1 | 40,1 | 40,1 | 40,1 | 40,1 | 40,1 | 40,1 | 40,1 |
| C.I.D.E.P.P.E | 2,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| SCC | - | - | - | - | - | - | - | - |
| HYSACAM | - | 7,7 | 7,7 | 7,7 | 7,7 | 7,7 | 7,7 | 7,7 |
| LES MINOTERIES DU CAMEROUN | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 1,7 |
| MARKETERS | 23,2 | 21,3 | 20,4 | 19,4 | 15,9 | 15,9 | 15,9 | 14,0 |
| CORLEY | 7,4 | 6,4 | 6,4 | 5,4 | 5,4 | 5,4 | 5,4 | 4,4 |
| OLA - Energy | 5,5 | 4,6 | 3,7 | 3,7 | 2,8 | 2,8 | 2,8 | 1,9 |
| GREEN OIL | 10,3 | 10,3 | 10,3 | 10,3 | 7,7 | 7,7 | 7,7 | 7,7 |
| Autres conventions | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,6 |
| Dette Non Structurée | 66,8 | 62,2 | 61,6 | 61,0 | 60,7 | 60,7 | 60,5 | 59,2 |
| Dette Commerciale | 17,5 | 13,7 | 13,7 | 13,1 | 12,8 | 12,8 | 12,6 | 11,9 |
| Dette Locative | 10,7 | 10,6 | 10,6 | 10,6 | 10,6 | 10,5 | 10,5 | 10,5 |
| Indemnités | 26,6 | 26,5 | 26,5 | 26,5 | 26,5 | 26,5 | 26,4 | 26,4 |
| Autres Dettes Non Structurées | 12,0 | 11,4 | 10,9 | 10,9 | 10,9 | 10,9 | 10,9 | 10,4 |
| Total Général | 2 657,6 | 2 765,3 | 2 807,5 | 2 763,6 | 2 845,1 | 2 803,9 | 2 908,6 | 2 938,1 |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.1.2.2. RESTES A PAYER

L'encours des Restes à Payer (RAP) du mois de mai 2022 évalué à 326,2 milliards de FCFA a été reconduit à fin juin 2022, en attente de la validation des données de la Balance Générale du Trésor. Cet encours est constitué de 77,3% des RAP de plus de trois (03) mois et 22,7% des RAP de moins de trois (03) mois.

Tableau 4 : Encours des Restes à Payer

| Libellé | 30 Juin 2021 * | 31 décembre 2021 * | 31 Janvier 2022 *** | 28 février 2022 *** | 31 mars 2022 *** | 30 avril 2022 *** | 31 mai 2022 *** | 30 Juin 2022*** |
|--|----------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|
| Montants en milliards de FCFA | | | | | | | | |
| Restes à Payer de plus de trois mois | 191,7 | 163,3 | 163,3 | 163,3 | 163,3 | 163,3 | 252,2 | 252,2 |
| BIENS ET SERVICES | 44,0 | 52,3 | 52,3 | 52,3 | 52,3 | 52,3 | 75,2 | 75,2 |
| INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE | 61,1 | 41,9 | 41,9 | 41,9 | 41,9 | 41,9 | 76,3 | 76,3 |
| AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL | 2,8 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 9,4 | 9,4 |
| AUTRES TRANSFERTS | 31,3 | 31,6 | 31,6 | 31,6 | 31,6 | 31,6 | 47,7 | 47,7 |
| SUBVENTION | 24,7 | 14,7 | 14,7 | 14,7 | 14,7 | 14,7 | 22,1 | 22,1 |
| PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION | 17,5 | 11,8 | 11,8 | 11,8 | 11,8 | 11,8 | 21,4 | 21,4 |
| DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET | 10,2 | 7,8 | 7,8 | 7,8 | 7,8 | 7,8 | - | - |
| Restes à Payer de moins de trois mois | 106,6 | 321,0 | 321,0 | 321,0 | 321,0 | 321,0 | 74,0 | 74,0 |
| BIENS ET SERVICES | 31,2 | 91,9 | 91,9 | 91,9 | 91,9 | 91,9 | 11,9 | 11,9 |
| INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE | 33,6 | 151,0 | 151,0 | 151,0 | 151,0 | 151,0 | 10,3 | 10,3 |
| AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL | 2,8 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 6,4 | 6,4 |
| AUTRES TRANSFERTS | 13,9 | 18,6 | 18,6 | 18,6 | 18,6 | 18,6 | 20,0 | 20,0 |
| SUBVENTION | 7,4 | 22,5 | 22,5 | 22,5 | 22,5 | 22,5 | 24,2 | 24,2 |
| PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION | 12,4 | 17,4 | 17,4 | 17,4 | 17,4 | 17,4 | 1,2 | 1,2 |
| DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET | 5,2 | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 6,0 | - | - |
| TOTAL Restes à Payer | 298,2 | 484,3 | 484,3 | 484,3 | 484,3 | 484,3 | 326,2 | 326,2 |

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGT/CFM/CAA/CNDP

II.2. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Encadré 1 :

La Circulaire N°001 du 30 août 2021 du Président de la République relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2022, réitère la nécessité de poursuivre l'intégration de la dette des Entreprises et Etablissements Publics, ainsi que celle des autres démembrements de l'Etat y compris le suivi des passifs conditionnels et notamment les PPP dans le champ de la dette publique. Ces éléments sont rappelés dans la Loi de Finances 2022 dans le cadre de la stratégie d'endettement et l'impact potentiel sur la viabilité de la dette publique.

A fin juin 2022, la dette directe recensée des Entreprises et Etablissements Publics est estimée à 875,2 milliards de FCFA, soit 3,4% du PIB. Elle se compose de 55,4% de dette extérieure et 44,6% de dette intérieure.

II.2.1. DETTE INTERIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Au 30 juin 2022, l'encours de la dette intérieure des Entreprises et Etablissements Publics recensés s'élève à 392,8 milliards de FCFA, en baisse successive de 0,7% en glissement mensuel, de 2,1% en glissement trimestriel et de 5,6% en glissement annuel. Le principal emprunteur de ce groupe est la SONARA avec une dette (bancaire et fournisseur) qui s'élève à 277,6 milliards de FCFA et représente 70,8% de cette catégorie de dette.

Tableau 5 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

| Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques | 30 Juin 2021 * | 31 décembre 2021 ** | 31 janvier 2022 *** | 28 février 2022 *** | 31 mars 2022 *** | 30 avril 2022 *** | 31 mai 2022 *** | 30 Juin 2022*** |
|---|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|
| Montants en Milliards de FCFA | | | | | | | | |
| SCDP | 0,8 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | - |
| SODECOTON | 2,5 | | | | | | | |
| SONARA | 290,3 | 285,6 | 284,0 | 282,4 | 280,9 | 279,3 | 277,6 | 276,0 |
| SONARA Dette Bancaire | 261,4 | 256,8 | 255,2 | 253,6 | 252,0 | 250,4 | 248,8 | 247,2 |
| SONARA Dette Fournisseur | 28,8 | 28,8 | 28,8 | 28,8 | 28,8 | 28,8 | 28,8 | 28,8 |
| CAMAIR-CO | 62,4 | 62,4 | 62,4 | 62,4 | 62,4 | 62,4 | 62,4 | 62,4 |
| CAMTEL | 21,4 | 19,2 | 18,2 | 17,9 | 17,5 | 16,5 | 16,2 | 15,9 |
| CAMWATER | 5,2 | 5,2 | 5,2 | 5,2 | 5,2 | 5,2 | 5,2 | 5,2 |
| CDC | 9,5 | 9,4 | 9,4 | 9,4 | 9,4 | 9,4 | 9,4 | 9,4 |
| MAETUR | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 |
| MEAO | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| PAD | 16,8 | 21,0 | 20,6 | 20,2 | 19,6 | 18,9 | 18,5 | 17,9 |
| CAA | 1,1 | 0,6 | 0,6 | - | - | - | - | - |
| Total Dette Intérieure | 413,3 | 407,1 | 404,1 | 401,2 | 398,5 | 395,2 | 392,8 | 390,1 |

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : CTR/CAA

II.2.2. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Au 30 juin 2022, la dette extérieure directe des Entreprises et Etablissements Publics recensés est évaluée à 485,1 milliards de FCFA, y compris les dettes fournisseurs et d'exploitations de la SONARA et de la CAMAIR-CO. Cette dette est en augmentation de 3,4% en glissement mensuel, de 5,1% par rapport à mars 2022 et de 8,0% en glissement annuel du fait de l'appréciation du dollars US par rapport à l'Euro.

Tableau 6 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

| Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapublique | 30 Juin 2021 * | 31 décembre 2021 ** | 31 janvier 2022 *** | 28 février 2022 *** | 31 Mars 2022 *** | 30 avril 2022 *** | 31 mai 2022 *** | 30 Juin 2022 *** |
|--|-------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------|
| | Montants en Milliards de FCFA | | | | | | | |
| ADC | 13,1 | 13,1 | 13,1 | 13,1 | 13,1 | 13,1 | 13,1 | 13,1 |
| SONARA | 354,0 | 365,5 | 367,4 | 366,7 | 369,4 | 383,2 | 377,9 | 393,6 |
| CAMAIR-CO | 61,6 | 61,6 | 61,6 | 61,6 | 61,6 | 61,6 | 61,6 | 61,6 |
| PAD | 20,3 | 18,4 | 18,0 | 17,2 | 17,2 | 16,7 | 16,7 | 16,7 |
| TOTAL | 449,0 | 458,6 | 460,1 | 458,6 | 461,4 | 474,6 | 469,3 | 485,1 |

* données définitives *** données provisoires non exhaustives - en cours de

Source : CTR/CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

Encadré 2 :

Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Pour l'instant, dans la présente conjoncture, ces passifs se limitent à la dette garantie par l'Etat et aux Partenariats Publics Privés (PPP).

Au 31 juin 2022, les passifs conditionnels explicites de l'Etat sont estimés à 3 776 milliards de FCFA, dont 99,5% des partenariats publics privés actifs.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

Au 30 juin 2022, l'encours de la dette avalisée s'élève à 17,5 milliards de FCFA, soit 0,1% du PIB. Cet encours est en baisse de 8,4% par rapport au mois précédent. En effet, durant le mois de juin 2022, environ 1,8 milliard de FCFA a été réglé par la Dibamba Power Development Company (DPDC) à ses créanciers au titre du remboursement du capital. Il convient de relever que l'Etat n'a accordé aucun nouvel aval depuis le début de l'année.

Tableau 7 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

| N° | CREANCIER | ENTREPRISE BENEFICIAIRE | Encours 30 Juin 2021 * | Encours au 31 décembre 2021 ** | Encours au 31 janvier 2022 *** | Encours au 28 février 2022 *** | Encours au 31 mars 2022 *** | Encours au 30 avril 2022 *** | Encours au 31 mai 2022 *** | Encours au 30 juin 2022 *** |
|----|-----------------------------------|-------------------------|------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|------------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| 1 | AFD | PAD | 2,3 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,3 | 1,3 | 1,3 |
| 2 | AFDB | DPDC | 2,4 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,2 |
| 3 | FMO | DPDC | 2,4 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,2 |
| 4 | IFC | DPDC | 2,4 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,2 |
| 5 | AFDB | KPDC | 6,7 | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 5,5 | 5,5 |
| 6 | BDEAC | KPDC | 2,4 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 1,4 | 1,4 |
| 7 | EIB | KPDC | 6,6 | 5,9 | 5,9 | 5,9 | 5,9 | 5,9 | 5,6 | 5,6 |
| | TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA | | 25,4 | 21,3 | 21,3 | 21,3 | 21,3 | 20,8 | 19,3 | 17,5 |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Encadré 3 :

Un Partenariat Public Privé (PPP) est un accord contractuel par lequel l'Etat, une Collectivité Territoriale Décentralisée, un Etablissement Public, une Entreprise Publique ou tout autre organisme public, confie à une entité privée, pour une période déterminée en fonction de la durée d'amortissement des investissements ou des modalités de financement retenues, une mission globale contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement, soit du partenaire public (PPP à Paiement Public), soit des usagers du service (PPP de type concessif), soit des deux (PPP mixte).

Au Cameroun, la réglementation sur les Partenariats Publics Privés (PPP) a été mise en place le 29 décembre 2006 dans la loi n° 2006/012. Par la suite, le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA) a été créé par décret n°2008/035 du 23 janvier 2008 modifié et complété par décret n°2012/148 du 21 mars 2012. Cet organisme chargé de l'évaluation de la faisabilité des projets en contrat de partenariat est placé sous la tutelle technique du Ministère chargé de l'Economie (MINEPAT).

un nouveau cadre institutionnel des PPP est en cours d'élaboration et suivi dans les différents programmes en cours avec le FMI, la Banque mondiale, ainsi qu'au niveau de la CEMAC pour une optimisation de ces financements nécessaires pour l'atteinte des objectifs de développement du Cameroun et des pays de la CEMAC.

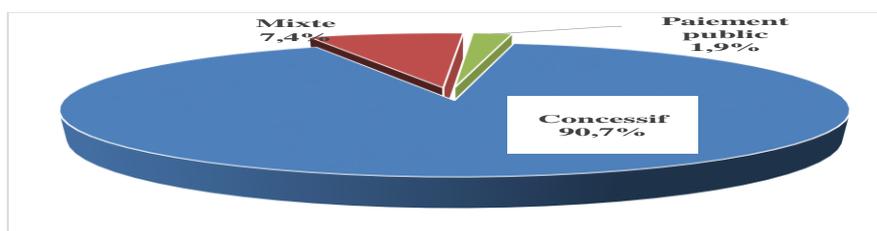
Au 30 juin 2022, le montant des investissements signés sous forme de PPP sur la base des informations collectées, s'élève à 3 758,4 milliards de FCFA et représente 14,4% du PIB.

Les PPP actifs suivis au niveau du CARPA, sont évalués à 491,8 milliards de FCFA (soit 1,9% du PIB), y compris le partenariat signé en décembre 2020 concernant **la construction de 14 postes de péages automatiques dans les principaux axes routiers du Cameroun**, entré en vigueur le 10 juin 2022. Le financement consenti d'un montant d'environ 35 milliards de FCFA devrait connaître un ajustement supplémentaire d'environ 5,8 milliards de FCFA à cause de la conjoncture économique et financière internationale. Il convient de noter que la mise en service de l'autoroute Kribi-Lolabé et notamment le péage y afférent a été effective le 29 juillet 2022.

Outre ces partenariats suivis et collectés auprès du CARPA, l'Etat du Cameroun a signé nombre de PPP, dont ceux recensés portent sur un montant estimé de 2 846,5 milliards de FCFA (soit 10,9% du PIB). Ce montant est en augmentation de 420 milliards de FCFA en glissement trimestriel après la prise en compte du partenariat signé le 06 mai 2022 entre le Cameroun et une entreprise chinoise SINOSTEEL portant sur le projet « **Exploitation industrielle du gisement de fer Lobe-Kribi** ». Ce PPP est de type concessif et porte sur un projet d'infrastructure (construction d'usine) et d'exploitation de minerai de fer enrichi à 33% durant 50 ans à raison d'une extraction de 10 millions de tonne par an.

Au 30 juin 2022, le montant des PPP signés est constitué de 90,7% des PPP de type concessif, 7,4% des PPP mixtes et 1,9% des PPP à Paiement public. La prédominance des PPP de type concessif traduit un risque budgétaire minime de ces investissements sur la trésorerie de l'Etat.

Graphique 3 : répartition du montant total des PPP en Juin 2022 selon ses différentes formes



Sources : CARPA/CAA/CNDP

Les détails concernant les projets signés sous forme de PPP sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 8 : Liste des projets signés sous forme de PPP

| Code projet | Objet du projet | Partenaire public | Date de signature | Type de PPP | Montant de l'investissement au 31 Décembre 2021 *** | Montant de l'investissement au 31 Janvier 2022 *** | Montant de l'investissement au 28 Février 2022 *** | Montant de l'investissement au 31 Mars 2022 *** | Montant de l'investissement au 30 Avril 2022 *** | Montant de l'investissement au 31 Mai 2022 *** | Montant de l'investissement au 30 Juin 2022 *** |
|------------------------------|---|---|--|-----------------|---|--|--|---|--|--|---|
| Montant en milliards de FCFA | | | | | | | | | | | |
| P12-001 | Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala | Communauté Urbaine de Douala | 12 septembre 2012 | Concessif | 27,8 | 27,8 | 27,8 | 27,8 | 27,8 | 27,8 | 27,8 |
| P13-001 | Réhabilitation du laboratoire central de l'hôpital général de Yaoundé | Hôpital Général de Yaoundé | 17 août 2015 | Païement public | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 |
| P15-005 | Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun | MINFI | signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017 | Païement public | 34 | 34 | 34 | 34 | 34 | 34 | 34 |
| P14-002 | Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m ³ d'eau /jour dans la ville de Yaoundé | ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie | 01/12/2014 | Concessif | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 |
| P16-006 | Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé | MINT/CIJY | 31/08/2016 | Mixte | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 |
| P16-004 | Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala | HGD | 12/10/2017 | Païement public | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| P15-009 | Construction de 6 immeubles de rapport à Okolo | CNPS | 13/04/2017 | Mixte | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| P13-005 | Gare routière de SODIKO | CUD | 28/07/2017 | Concessif | 2,2 | 2,2 | 2,2 | 2,2 | 2,2 | 2,2 | 2,2 |
| P17-001 | Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaulle à Douala | Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) | 23 octobre 2017 | Concessif | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| P17-013 | Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques) | CUD | | Concessif | 6,8 | 6,8 | 6,8 | 6,8 | 6,8 | 6,8 | 6,8 |
| P16-001 | Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun | MINTP | signé en Décembre 2020 et entré en vigueur le 10 Juin 2022 | Païement public | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| P17-004 | Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé | CUY | | Concessif | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| P13-003 | Autoroute Kribi-Lolabé | MINTP | 30/12/2020 | Mixte | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| P17-012 | Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents | MINT | 18/02/2022 | Concessif | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| P17-013 | Projet de mise en place de la couverture santé universelle | MINSANTE | 27/08/2020 | Concessif | 52 | 52 | 52 | 52 | 52 | 52 | 52 |
| P17-014 | Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala | MINSANTE | 03/12/2021 | Concessif | 7,6 | 7,6 | 7,6 | 7,6 | 7,6 | 7,6 | 7,6 |
| Total (CARPA) | | | | | 488,9 | 488,9 | 491,9 | 491,9 | 491,9 | 491,9 | 491,9 |
| | Projet de construction du barrage hydroélectrique de NACHTIGAL | NHPC - Nachtigal Hydro Power Company | 01/11/2018 | concessif | 723 | 723 | 723 | 723 | 723 | 723 | 723 |
| | Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi | MINT et PAK | 27/07/2017 | concessif | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D |
| | construction de magasin de Cale | PAD | 01/07/2021 | concessif | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 |
| | projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo (Pour Mémoire) constitué des phases : | MINT et PAK | 25/02/2022 | concessif | 0 | 0 | 5400 | 5400 | 5400 | 5400 | 5400 |
| | 1- Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi | MINT et PAK | 25/02/2022 | concessif | 0 | 0 | 202,4 | 202,4 | 202,4 | 202,4 | 202,4 |
| | 2- projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi | MINT | 25/02/2022 | concessif | 0 | 0 | 1905,1 | 1905,1 | 1905,1 | 1905,1 | 1905,1 |
| | Projet d'exploitation industrielle du gisement de fer Lobe-Kribi | MINMIDT | 06/05/2022 | concessif | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 420,0 | 420,0 |
| Total Général | | | | | 1 227,9 | 1 227,9 | 3 338,4 | 3 338,4 | 3 338,4 | 3 758,4 | 3 758,4 |

*** données provisoires

Source : CARPA/CAA/CNDP

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de juin 2022, l'Etat a réglé le service de la dette (Hors Restes à Payer et remboursement BTA), à hauteur de 70,4 milliards de FCFA, dont 85% du montant orienté vers le remboursement du capital et 15% du service pour le paiement des intérêts. Ce service est consacré à : (i) 32,1% au règlement de la dette intérieure ; et (ii) 67,9% au service de la dette extérieure.

Ainsi, le cumul du service de la dette réglé depuis janvier 2022 s'élève à 572,6 milliards de FCFA, dont 58,2% du montant pour la dette extérieure et 43,8% du service pour la dette intérieure (Hors Restes à Payer et remboursement BTA).

Tableau 9 : Service de la dette publique en milliards de FCFA

| (Montant en milliards de FCFA) | Service effectif Juin 2021 * | Cumul Service effectif Janvier - Decembre 2021 * | Service effectif janvier 2022 ** | Service effectif février 2022 ** | Service effectif mars 2022 *** | Service effectif avril 2022 *** | Service effectif Mai 2022 *** | Service effectif Juin 2022 *** | | | Cumul Service effectif Janvier - Juin 2022 *** | | | Service Prévisionnel Juillet 2022 | Service Prévisionnel Août 2022 |
|---|------------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-------------|-------------|--|--------------|--------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Principal | Intérêt | Total | Principal | Intérêt | Total | Total | Total |
| Dettes extérieures | 15,2 | 737,3 | 135,2 | 29,3 | 52,1 | 38,9 | 21,2 | 36,8 | 8,3 | 45,0 | 215,3 | 106,5 | 321,8 | 145,1 | 34,6 |
| Multilatérale | 5,2 | 60,8 | 0,5 | 10,1 | 13,9 | 1,7 | 4,3 | 5,5 | 1,6 | 7,2 | 25,3 | 12,3 | 37,6 | 2,0 | 12,8 |
| Bilatérale | 2,4 | 139,7 | 131,3 | 7,8 | 19,7 | 29,5 | 2,8 | 18,2 | 5,6 | 23,8 | 131,9 | 83,0 | 214,9 | 113,8 | 13,1 |
| Commerciale | 7,6 | 536,8 | 3,4 | 11,4 | 18,6 | 7,7 | 14,2 | 13,0 | 1,0 | 14,0 | 58,1 | 11,2 | 69,3 | 29,2 | 8,7 |
| Dettes intérieures (hors RAP) | 10,8 | 291,7 | 13,3 | 45,0 | 20,5 | 12,6 | 134,1 | 23,1 | 2,2 | 25,3 | 233,1 | 17,7 | 250,8 | 29,1 | 30,4 |
| Titres publics (hors BTA) | - | 111,7 | - | 14,8 | - | - | 116,4 | - | - | - | 131,2 | - | 131,2 | - | - |
| Emprunt consolidé BEAC | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dettes structurées | 10,6 | 174,3 | 12,7 | 29,6 | 20,2 | 12,6 | 17,5 | 21,9 | 2,2 | 24,1 | 99,0 | 17,7 | 116,7 | 27,8 | 29,8 |
| Dettes non structurées | 0,2 | 5,8 | 0,6 | 0,6 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 1,3 | - | 1,3 | 3,0 | - | 3,0 | 1,3 | 0,6 |
| | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total Dettes Publiques | 26,0 | 1 029,0 | 148,5 | 74,3 | 72,6 | 51,5 | 155,3 | 59,9 | 10,5 | 70,4 | 448,3 | 124,2 | 572,6 | 174,2 | 65,0 |
| Allègements reçus - Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19 | 2,0 | 163,9 | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | - | - |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

En perspective, pour le mois de juillet 2022, il est prévu le règlement d'un service de la dette publique hors RAP et BTA de 174,2 milliards de FCFA dont 127,0 milliards de FCFA au titre du remboursement du capital et 47,2 milliards de FCFA au titre du paiement des intérêts. Pour le mois d'août 2022, ce service est estimé à 65 milliards de FCFA, dont 34,6 milliards de FCFA pour la dette extérieure et 30,4 milliards de FCFA pour la dette intérieure.

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Le service de la dette extérieure réglé au cours du mois de juin 2022, s'élève à environ 45,0 milliards de FCFA. Ce montant a servi à 81,6% au remboursement du capital et 18,4% au paiement des intérêts et commissions.

Ce service a été destiné à : (i) 52,9% aux créanciers bilatéraux ; (ii) 31,2% au profit des commerciaux ; (iii) et 15,2% en faveur des partenaires multilatéraux.

Au cours du 1^{er} semestre 2022, Le service de la dette extérieure réglé s'élève à 321,2 milliards de FCFA, dont 66,8% du service pour le paiement du principal et 33,2% pour le règlement des intérêts et commissions. Ce service a été orienté à : (i) 66,7% aux créanciers bilatéraux ; (ii) 21,6% aux partenaires commerciaux et (iii) 11,7% aux créanciers multilatéraux.

Il convient de signaler que les remboursements allègements de dette obtenus dans le cadre de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette par les pays membres du G20 et du Club de Paris, d'un montant de plus de 290 milliards ont débuté en 2022 pour une maturité restant de 3 à 4 ans.

Tableau 10 : Service de la dette extérieure

| (Montant en milliards de FCFA) | Service effectif Juin 2021 * | Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2021 * | Service effectif janvier 2022** | Service effectif février 2022 ** | Service effectif mars 2022 *** | Service effectif avril 2022 *** | Service effectif Mai 2022 *** | Service effectif Juin 2022 *** | | | Cumul Service effectif Janvier - Juin 2022 *** | | | Service prévisionnel Juillet 2022 *** | Service Prévisionnel Août 2022 |
|--|---------------------------------|---|------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|------------|-------------|---|--------------|--------------|--|-----------------------------------|
| | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Principal | Intérêt | Total | Principal | Intérêt | Total | Total | Total |
| Multilatéral | 5,2 | 60,8 | 0,5 | 10,1 | 13,9 | 1,7 | 4,3 | 5,5 | 1,6 | 7,2 | 25,3 | 12,3 | 37,6 | 2,0 | 12,8 |
| BAD | - | 7,7 | - | 2,6 | 4,7 | - | 0,3 | - | 0,2 | 0,2 | 5,9 | 1,9 | 7,8 | 0,0 | 4,5 |
| BADEA | 0,3 | 1,7 | 0,0 | - | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,7 | 0,2 | 0,9 | 0,3 | 0,0 |
| BDEAC | 2,0 | 5,8 | - | 1,0 | - | - | - | 1,3 | 0,9 | 2,2 | 1,9 | 1,2 | 3,2 | - | - |
| BEI | 1,0 | 4,6 | 0,1 | 0,2 | 0,8 | 0,3 | - | 0,9 | 0,1 | 1,0 | 2,0 | 0,3 | 2,3 | 0,0 | 0,2 |
| BID | 0,8 | 2,9 | - | - | - | - | 0,4 | 2,2 | 0,1 | 2,2 | 2,2 | 0,5 | 2,7 | 1,2 | 0,0 |
| BIRD | - | 1,9 | - | - | - | - | 0,6 | - | - | - | - | 0,6 | 0,6 | 0,0 | 1,0 |
| FAD | 0,1 | 7,3 | 0,1 | 1,0 | 1,3 | 0,5 | 0,4 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 2,0 | 1,5 | 3,4 | 0,2 | 2,1 |
| FED | - | 0,2 | - | - | - | - | 0,1 | - | - | - | 0,1 | 0,0 | 0,1 | - | - |
| FIDA | - | 1,6 | - | 0,4 | 0,4 | - | - | - | - | - | 0,6 | 0,2 | 0,8 | - | 0,4 |
| FSN | - | 0,1 | - | - | - | - | 0,1 | - | - | - | 0,0 | 0,0 | 0,1 | - | - |
| FSOPEP | 0,1 | 3,2 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 0,8 | 0,4 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 1,5 | 0,2 | 1,8 | 0,2 | 0,1 |
| IDA | 0,862 | 23,931 | 0,2 | 4,7 | 6,0 | 0,1 | 2,0 | 0,8 | 0,2 | 1,0 | 8,3 | 5,6 | 14,0 | 0,2 | 4,4 |
| Bilatéral | 2,4 | 139,7 | 131,3 | 7,8 | 19,7 | 29,5 | 2,8 | 18,2 | 5,6 | 23,8 | 131,9 | 83,0 | 214,9 | 113,8 | 13,1 |
| AFD | - | - | 3,3 | 0,2 | 2,0 | 10,2 | - | 5,2 | 3,6 | 8,8 | 19,9 | 4,7 | 24,6 | 0,4 | 3,3 |
| BELGIQUE | - | - | - | - | - | - | - | 0,1 | - | 0,1 | 0,1 | - | 0,1 | - | - |
| EXIMBANK CHINE | - | 111,7 | 124,5 | - | 7,8 | - | 0,6 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 69,9 | 63,1 | 133,0 | 112,5 | - |
| EXIMBANK CORREE | - | - | - | - | - | - | 0,9 | - | 1,7 | 1,7 | 0,8 | 1,9 | 2,6 | - | - |
| EXIMBANK INDE | 0,0 | 1,1 | - | - | 0,4 | - | - | - | - | - | - | 0,4 | 0,4 | - | 0,5 |
| EXIMBANK USA | - | 6,3 | - | - | 1,7 | - | - | - | - | - | 1,6 | 0,1 | 1,7 | - | - |
| EXIMBANK Turquie | - | 14,3 | - | 7,4 | 0,0 | - | - | - | - | - | 5,5 | 1,9 | 7,4 | - | 5,9 |
| FKDEA | - | 1,6 | 0,1 | 0,2 | - | - | 0,7 | - | - | - | 0,9 | 0,1 | 1,0 | 0,2 | 0,2 |
| France | - | - | 3,3 | - | 6,6 | 19,2 | - | 9,6 | - | 9,6 | 28,4 | 10,3 | 38,7 | - | 3,3 |
| FSD | - | - | 0,1 | - | 0,4 | - | 0,0 | - | - | - | 0,4 | 0,1 | 0,5 | 0,2 | - |
| HERMES | - | - | - | - | - | - | - | 0,3 | 0,1 | 0,4 | 0,3 | 0,1 | 0,4 | - | - |
| JICA | 0,0 | 0,0 | - | - | 0,7 | 0,1 | - | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,7 | 0,1 | 0,8 | - | - |
| KFW | 0,0 | 0,0 | - | - | - | - | - | 0,4 | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,1 | 0,4 | - | - |
| SERV | - | - | - | - | 0,1 | - | - | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,0 | 0,2 | - | - |
| Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA) | 2,4 | 4,8 | - | - | - | - | - | 2,2 | 0,1 | 2,4 | 2,2 | 0,1 | 2,4 | - | - |
| Espagne /ICO | - | - | - | - | - | - | 0,5 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,6 | 0,0 | 0,6 | 0,5 | - |
| Commercial | 7,6 | 536,8 | 3,4 | 11,4 | 18,6 | 7,7 | 14,2 | 13,0 | 1,0 | 14,0 | 58,1 | 11,2 | 69,3 | 29,2 | 8,7 |
| Bank of China | - | 21,44 | 0,3 | 8,8 | 3,5 | - | - | - | - | - | 10,0 | 2,6 | 12,6 | 0,0 | 7,7 |
| BELFIUS BANQUE SA | - | 7,95 | 0,1 | 0,9 | 2,1 | - | 0,2 | - | - | - | 2,7 | 0,6 | 3,3 | 0,1 | 0,3 |
| Commerzbank | - | - | - | - | - | - | - | - | 0,0 | 0,0 | - | 0,0 | 0,0 | - | - |
| DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE | 0,0028 | 11,5630 | 1,6 | 1,6 | 0,0 | 0,9 | 2,4 | - | - | - | 6,0 | 0,6 | 6,6 | 29,1 | 0,6 |
| Eurobond N°1 | - | 456,42 | - | - | - | 3,9 | - | - | - | - | - | 3,9 | 3,9 | - | - |
| EXIMBANK CHINE / POLYTECHNOLOGIES | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| INTESA/CLIFFORD | 7,4 | 23,989 | - | - | 4,8 | - | - | 7,1 | 0,6 | 7,7 | 11,3 | 1,3 | 12,6 | - | - |
| ITFC | - | - | 1,4 | - | 4,9 | 2,7 | 5,7 | 5,8 | 0,1 | 5,9 | 20,0 | 0,5 | 20,5 | - | - |
| KBC Bank sa | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RAIFFESSEN BANK | 0,1 | 0,35 | - | - | - | - | - | 0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,2 | - | 0,1 |
| Société Générale | 0,1 | 0,88 | - | 0,0 | - | 0,0 | 1,4 | - | - | - | 1,2 | 0,2 | 1,5 | - | - |
| STANDARD CHARTERED BANK | - | 8,274 | - | 0,0 | 0,7 | 0,2 | 4,4 | - | 0,0 | 0,0 | 4,5 | 0,9 | 5,4 | - | - |
| BMCE Bank | - | 5,920 | - | - | 2,5 | - | 0,1 | - | 0,2 | 0,2 | 2,2 | 0,6 | 2,8 | - | - |
| Total Général | 15,2 | 737,3 | 135,2 | 29,3 | 52,1 | 38,9 | 21,2 | 36,8 | 8,3 | 45,0 | 215,3 | 106,5 | 321,8 | 145,1 | 34,6 |
| Allègement requis- Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19 | 2,0 | 163,9 | | | | | | | | | | | | | |

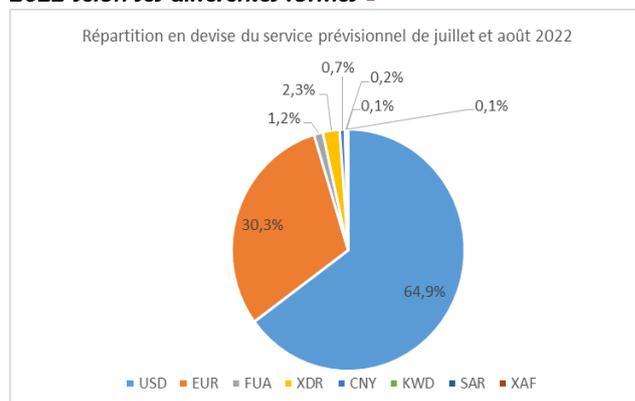
* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

Le service prévisionnel de la dette extérieure du mois de juillet 2022 est évalué à 145,1 milliards de FCFA, et celui du mois d'août est estimée à 34,6 milliards de FCFA.

Ce service sera consacré à 73,4% au remboursement du capital et 26,7% au paiement des intérêts. Ces paiement seront effectués en deux devises principales (l'Euro et le dollar) qui représentent environ 95% du montant à régler. Tenen compte de la parité fixe entre le FCFA et l'Euro, environ 70% du service prévisionnel reste assujettit aux fluctuations de change dont près de 65% en dollar US, ce qui justifie en grande partie l'augmentation en FCFA du service de la dette extérieure à payer. Il importe de relever que les échéances libellées en devises composites (XDR, FUA), les règlements sont généralement effectués en euro, conformément aux options de paiement autorisées par les bailleurs de fonds.

Graphique 4 : Répartition du montant total des PPP en Juin 2022 selon ses différentes formes 1



Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

Le service effectif de la dette intérieure hors Restes à Payer et BTA de l'Administration Centrale du mois de juin 2022 s'est élevé à 25,3 milliards de FCFA, dont 91,3% dudit service pour le remboursement du capital et 8,7% pour le paiement des intérêts. Ce service a porté pour : (i) 95,1% au règlement de la dette structurée ; et (ii) 4,9% au règlement de la dette non structurée.

Le service effectif cumulé depuis janvier 2022, s'élève à 250,8 milliards de FCFA, dont 92,9% dudit service destiné au titre remboursement du capital et 7,1% au paiement des intérêts et commissions. Ce service est composé de : (i) 52,3% du remboursement des titres publics émis ; (ii) 46,5% du service effectif de la dette structurée ; et 1,2% du remboursement de la dette non structurée.

Tableau 11 : Service de la dette intérieure hors Restes à Payer

| (Montant en milliards de FCFA) | Service effectif | Cumul Service effectif | Service effectif | Service effectif | Service effectif | Service effectif | Service effectif | Service effectif | | | Cumul service effectif | | | Service prévisio | Service |
|---|------------------|---------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------|---------------|------------------------|---------------|--------------|----------------------|-------------------------|
| | Juin 2021 * | Janvier - Décembre 2021 * | Janvier 2022 ** | février 2022 ** | mars 2022 *** | avril 2022 *** | Mai 2022 *** | Principal | Intérêt | Total | Principal | Intérêt | Total | nel Juillet 2022 *** | Prévision nel Août 2022 |
| Titres Publics (hors remboursement BTA) | | 111,7 | | 14,8 | | | 116,4 | | | | | | | | |
| Bons de Trésor Assimilable | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Emissions | 60,0 | 479,0 | 83,0 | 25,5 | 4,0 | - | 20,0 | - | 20,0 | 132,5 | - | 132,5 | - | - | - |
| dont Intérêts précomptés y/c les commission BEAC | - | 9,2 | 2,1 | 0,6 | 0,7 | - | 0,1 | - | 0,5 | 0,5 | - | 0,5 | - | 3,4 | - |
| Remboursements | 39,7 | 465,2 | 29,6 | 39,0 | 42,5 | 30,0 | - | 44,0 | - | 44,0 | - | 185,1 | - | 185,1 | - |
| Financement net | 20,3 | 13,8 | 53,4 | - 13,5 | - 38,5 | - 30,0 | | - 24,0 | | - 24,0 | | - 52,6 | | - 52,6 | |
| Obligation de Trésor Assimilable | - | 21,9 | - | 14,8 | - | - | 116,4 | - | - | - | - | 131,2 | - | 131,2 | - |
| Obligation de Trésor (Emprunts obligataires) | - | 89,8 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Emprunt consolidé BEAC | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dettes Structurées | 10,6 | 174,27 | 12,7 | 29,6 | 20,2 | 12,6 | 17,5 | 21,9 | 2,2 | 24,1 | 99,0 | 17,7 | 116,7 | 27,8 | 29,8 |
| Dettes Structurées Bancaires | 3,8 | 107,6 | 6,8 | 25,1 | 9,5 | 2,9 | 16,6 | 9,9 | 1,4 | 11,3 | 59,7 | 12,5 | 72,3 | 3,5 | 20,1 |
| ECOBANK | 2,3 | 11,1 | 2,0 | 5,8 | 2,2 | - | 1,6 | - | - | - | 9,5 | 2,1 | 11,6 | 0,7 | 1,6 |
| PLANUT | - | 4,2 | 2,0 | 1,9 | 0,1 | - | - | - | - | - | 3,5 | 0,5 | 4,0 | - | - |
| PLANUT 2 | 2,3 | 6,9 | - | 3,8 | 2,2 | - | 1,6 | - | - | - | 6,0 | 1,6 | 7,6 | 1,1 | 1,6 |
| PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche A | - | 3,3 | - | 1,6 | - | - | 1,6 | - | - | - | 2,5 | 0,7 | 3,2 | 0,8 | 1,6 |
| PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche B | 2,3 | 3,6 | - | 2,2 | 2,2 | - | - | - | - | - | 3,5 | 0,9 | 4,4 | 0,3 | - |
| BGFI | - | 10,8 | 1,9 | 3,0 | - | - | 1,6 | - | 2,9 | - | 8,3 | 1,1 | 9,5 | 0,4 | - |
| PLANUT | - | 4,3 | 1,4 | - | - | - | 1,6 | - | - | - | 1,9 | 1,1 | 3,1 | 0,4 | - |
| JAPOMA | - | 6,4 | 0,5 | 3,0 | - | - | - | 2,9 | - | 2,9 | 6,4 | - | 6,4 | - | - |
| Banque Atlantique Cameroun | - | 61,0 | - | 15,1 | - | 0,3 | 14,7 | - | - | 23,8 | 6,3 | 30,0 | 0,3 | 15,4 | - |
| PLANUT | - | 61,0 | - | 15,1 | - | - | 14,7 | - | - | 23,8 | 6,0 | 29,8 | - | 14,5 | - |
| Cession de créance PAD | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0,9 |
| Cession de créance PAK | - | - | - | - | 0,3 | - | - | - | - | - | - | 0,3 | 0,3 | 0,3 | - |
| UBA | - | 4,8 | - | - | 2,4 | - | - | - | - | - | 2,0 | 0,4 | 2,4 | - | 2,4 |
| STADE OLEMBE | - | 4,8 | - | - | 2,4 | - | - | - | - | - | 2,0 | 0,4 | 2,4 | - | 2,4 |
| CCA BANK | - | 0,6 | - | - | 0,4 | - | - | - | - | - | 0,4 | - | 0,4 | - | - |
| FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE | - | 0,6 | - | - | 0,4 | - | - | - | - | - | 0,4 | - | 0,4 | - | - |
| CREDIT FONCIER | 0,7 | 3,7 | - | 1,2 | 0,5 | 1,0 | - | 1,0 | - | 1,0 | 3,7 | 0,1 | 3,7 | 0,5 | 0,7 |
| LOGEMENTS SOCIAUX | - | 0,5 | - | 0,5 | 0,5 | 1,0 | - | 1,0 | - | 1,0 | 3,0 | - | 3,0 | 0,5 | 0,7 |
| SIC ETAT SIEGE | 0,7 | 3,2 | - | 0,7 | - | - | - | - | - | - | 0,7 | 0,1 | 0,7 | 0,7 | 1,6 |
| SCB | - | - | - | - | - | - | 0,3 | - | 0,3 | 0,3 | 0,7 | - | 0,7 | 0,7 | 1,6 |
| Penétrante Est Douala | - | - | - | - | - | - | 0,3 | - | 0,3 | 0,3 | 0,7 | - | 0,7 | 0,7 | 1,6 |
| SOCIETE GENERALE CAMEROUN | 0,8 | 15,6 | 2,9 | - | 4,1 | - | - | 5,9 | 1,1 | 7,0 | 12,5 | 1,5 | 14,0 | - | - |
| Cession de créances ENFC 2020 | 0,5 | 9,1 | - | - | - | - | - | - | - | - | 0,4 | 0,4 | 0,4 | - | - |
| Cession de créances ENFC 2021 | - | - | - | - | 4,1 | - | - | 3,7 | 0,4 | 4,1 | 7,3 | 0,8 | 8,1 | - | - |
| Cession de créances TOTAL CAMEROUN | 0,3 | 0,5 | - | - | - | - | - | 2,3 | 0,3 | 2,5 | 2,3 | 0,3 | 2,5 | - | - |
| Cession de créances NEPTUNE OIL | - | 5,9 | 2,9 | - | - | - | - | - | - | - | 2,9 | 0,0 | 2,9 | - | - |
| Dettes structurées non bancaires | 6,8 | 66,7 | 5,9 | 4,6 | 10,6 | 9,6 | 0,9 | 12,0 | 0,8 | 12,8 | 39,2 | 5,2 | 44,4 | 24,3 | 9,1 |
| Dettes titrisées | 2,9 | 22,0 | 3,2 | 0,5 | 3,6 | 3,5 | 0,9 | 2,4 | 0,8 | 3,2 | 11,1 | 3,8 | 14,8 | 4,3 | 0,3 |
| Dettes croisées et B.T.P titrisées | - | - | - | 0,5 | - | - | - | - | - | - | 0,4 | 0,1 | 0,5 | 1,3 | - |
| PAD | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| SONARA | 2,9 | 22,0 | 3,2 | - | 3,6 | 3,5 | 0,9 | 2,4 | 0,8 | 3,2 | 10,7 | 3,7 | 14,4 | 3,0 | 0,3 |
| Dettes non titrisées | 3,9 | 44,7 | 2,7 | 4,1 | 7,0 | 6,2 | - | 9,6 | - | 9,6 | 28,2 | 1,4 | 29,6 | 20,0 | 8,7 |
| Dettes vis-à-vis des Ent. Publ. et Parapubliques | 1,0 | 31,4 | 1,0 | 3,1 | 2,9 | 6,2 | - | 7,0 | - | 7,0 | 20,2 | - | 20,2 | 14,7 | 4,8 |
| CNPS | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 8,4 | - |
| Anciennes conventions | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 8,4 | - |
| PAD | - | 5,5 | - | 1,5 | 0,8 | 1,0 | - | 1,5 | - | 1,5 | 4,8 | - | 4,8 | 1,0 | - |
| Paiement guichet CAA | - | 2,5 | - | 1,3 | - | - | - | 0,5 | - | 0,5 | 1,8 | - | 1,8 | - | - |
| Paiement guichet DGTFCM/Jean de Nul | - | 3,0 | - | 0,3 | 0,8 | 1,0 | - | 1,0 | - | 1,0 | 3,0 | - | 3,0 | - | - |
| SRG/BICEC/SIMAR | - | - | - | - | - | 0,0 | - | - | - | - | 0,0 | - | 0,0 | - | - |
| CANTEL | 1,0 | 10,6 | 1,0 | 1,1 | 1,2 | 4,2 | - | 5,0 | - | 5,0 | 12,4 | - | 12,4 | 2,3 | 2,3 |
| SIC | - | 1,3 | - | 0,5 | 0,5 | 1,0 | - | 0,5 | - | 0,5 | 2,5 | - | 2,5 | 0,5 | 0,5 |
| CAMPOST | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0,5 | - |
| SONATREL | - | 14,0 | - | - | 0,5 | - | - | - | - | - | 0,5 | - | 0,5 | 2,0 | 2,0 |
| Dettes vis-à-vis des Ent. Privées | 2,9 | 13,2 | 1,7 | 1,0 | 4,1 | - | - | 2,6 | - | 2,6 | 8,0 | 1,4 | 9,4 | 0,6 | - |
| ENEO | 0,2 | 4,9 | 0,0 | 0,6 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,7 | - | 0,7 | 1,8 | - | 1,8 | 0,4 | 0,3 |
| G.I.D.E.P.P.E | 0,7 | 4,4 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| SCTB | - | 0,5 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| SCC | 0,3 | 0,3 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| HYSACAM | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0,6 | - |
| MINOTERIES DU CAMEROUN - LA PASTA | - | - | - | - | - | - | - | 0,7 | - | 0,7 | 0,7 | - | 0,7 | - | - |
| MARKETERS | 1,9 | 8,1 | 0,9 | 1,0 | 3,7 | - | - | 1,9 | - | 1,9 | 7,3 | 0,2 | 7,5 | - | - |
| CORLEY (Marketer) | - | 5,0 | - | 1,0 | - | - | - | 1,0 | - | 1,0 | 2,0 | - | 2,0 | - | - |
| OLA - Energy | 0,9 | 2,7 | 0,9 | - | 0,9 | - | - | 0,9 | - | 0,9 | 2,7 | - | 2,7 | - | - |
| GREEN OIL | - | 0,5 | - | - | 2,8 | - | - | - | - | - | 2,6 | 0,2 | 2,8 | - | - |
| Autres conventions | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 4,7 | 3,9 |
| Dettes Non Structurées | 0,218 | 5,8 | 0,6 | 0,6 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 1,3 | - | 1,3 | 3,0 | - | 3,0 | 1,3 | 0,6 |
| Dettes Commerciales | - | 4,9 | - | - | - | - | - | - | - | - | 0,7 | - | 0,7 | 1,8 | 0,4 |
| Dettes Locatives | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | 0,0 | 0,0 | - | 0,0 | 0,4 | 0,3 |
| Indemnités | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | 0,0 | 0,0 | - | 0,0 | 0,5 | - |
| Autres Dettes Non Structurées | - | 0,7 | 0,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | 0,5 | - | 0,5 | 1,0 | - | 1,0 | - | - |
| dont CCIMA | - | - | 0,5 | - | - | - | - | 0,5 | - | 0,5 | 1,0 | - | 1,0 | - | - |
| Total Général | 10,8 | 291,7 | 13,3 | 45,0 | 20,5 | 12,6 | 134,1 | 23,1 | 2,2 | 25,3 | 233,1 | 17,7 | 250,8 | 29,1 | 30,4 |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

La variation des RAP à fin juin 2022 est considérée pour le moment comme étant nulle du fait de la reconduction du niveau des RAP évalué à fin mai à 2022.

Tableau 12 : Variations mensuelles des Restes à Payer de plus de trois mois (en milliards de FCFA)

| Restes à Payer de plus de trois mois | Jun 2021 * | décembre 2021 * | 31 Janvier 2022 *** | 28 février 2022 *** | 31 mars 2022 *** | 30 avril 2022 *** | 31 mai 2022 *** | 30 juin 2022 *** |
|--|---------------|-----------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------|
| BIENS ET SERVICES | -2,11 | 2,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 22,9 | 0,0 |
| INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE | -5,98 | -13,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 34,4 | 0,0 |
| AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL | -0,47 | -0,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 6,1 | 0,0 |
| AUTRES TRANSFERTS | -0,30 | -1,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 16,1 | 0,0 |
| SUBVENTION | -0,23 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 7,5 | 0,0 |
| PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION | -0,93 | -2,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 9,7 | 0,0 |
| DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET | -0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -7,78 | 0,00 |
| Total (en milliards de FCFA) | - 27,4 | - 15,9 | - | - | - | | | |

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Encadré 4 :

Dans cette conjoncture, comme dans le cadre du programme avec le FMI, la Banque mondiale et diverses autres institutions, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

Durant le mois de juin 2022, aucune nouvelle convention n'a été signée par le Gouvernement. Ainsi, le cumul des engagements extérieurs signés depuis le début de l'année 2022, s'élève à 205,6 milliards de FCFA, dont 52,1% sous forme de prêt projet et 47,9% sous forme d'appui budgétaire.

Il importe de rappeler que le plafond des nouveaux engagements avait été modifié dans le cadre du programme en cours avec le FMI. Ce dernier s'établit désormais à 512,9 milliards de FCFA sur la Valeur Actualisée Nette des nouveaux emprunts extérieurs contractés ou garantis par l'État. Ainsi, la liste des projets prioritaires n'est plus une exigence du programme, mais un outil de contrôle et de pilotage dynamique en interne à suivre pour le non-dépassement des différentes cibles à communiquer le cas échéant aux bailleurs de fonds qui le sollicite.

Toutefois, pour une meilleure maîtrise de l'endettement, et dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, annexe de la Loi de finances, le plafond des engagements extérieurs pour l'année 2022 est fixé à 650 milliards de FCFA, dont 230 milliards de FCFA pour les prêts non concessionnels.

Tableau 13 : Engagements signés de janvier à juin 2022

| N° | Nom du projet | Date signature du décret | Date signature de la convention | Bailleur | Devise | Montants en millions de devise | Montants en Milliards de FCFA à la date de signature | Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30/06/22) | Concessionnalité |
|-------------------------------|---|--------------------------|---------------------------------|---------------|--------|--------------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Financement complémentaire du programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger (PIDACC/BN) | 25/01/2022 | 26/01/2022 | FAD | USD | 1,00 | 0,57 | 0,65 | Concessionnel |
| 2 | Appui Budgétaire de la République Française (AFD) | 04/02/2022 | 05/02/2022 | AFD | EUR | 150,00 | 98,39 | 98,39 | Concessionnel |
| 3 | Financement de la réalisation du projet de construction de la ligne 400 KV Nachtigal-Bafoussam ainsi que les ouvrages annexes | 04/04/2022 | 11/05/2022 | Exinbank Inde | USD | 164,7 | 97,8 | 106,6 | Non concessionnel |
| TOTAL | | | | | | | 196,8 | 205,6 | |
| dont (1) prêts projets | | | | | | | 98,4 | 107,2 | |
| non concessionnel | | | | | | | 97,8 | 106,6 | |
| concessionnel | | | | | | | 0,6 | 0,6 | |
| (2) appels budgétaires | | | | | | | 98,4 | 98,4 | |

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Au cours du mois de juin 2022, le Président de la République du Cameroun, S.E. Paul BIYA a signé deux (02) nouveaux décrets d'habilitation pour des montants respectifs de 1,9 milliard de FCFA et 12,2 milliards de FCFA. Ainsi, le montant des décrets en instance, en attente de signature effective des conventions y afférentes par les parties réciproques concernées est estimé à environ 54,8 milliards de FCFA au 30 juin 2022.

Tableau 14 : Décrets d'habilitation signés en instance à fin juin 2022

| N° | Nom du projet | Date du décret | Bailleur | Devise | Montants en millions de devise | Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication | Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30 juin 2022) | Concessionnalité |
|--------------------|--|----------------|----------|--------|--------------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Projet de construction et d'équipement de l'Hôpital Régional annexe de Mbalmayo | 01/06/2021 | FSD | USD | 12,0 | 6,7 | 7,8 | Concessionnel |
| 2 | Projet d'extension au plan national du système intelligent de vidéosurveillance urbaine (phase II) | 29/12/2021 | Chine | EUR | 50,0 | 32,8 | 32,9 | Non concessionnel |
| 3 | Opération de Soutien au Secteur Privé Camerounais affecté par la pandémie de la Covid-19 | 10/06/2022 | BADEA | USD | 18,9 | 12,3 | 12,2 | Non concessionnel |
| 4 | Projet de Construction de la route Olama-Kribi, tronçon Bingambo-Grand-Zambi | 14/06/2022 | FADD | USD | 3,0 | 1,70 | 1,9 | |
| GRAND TOTAL | | | | | | 53,5 | 54,8 | |

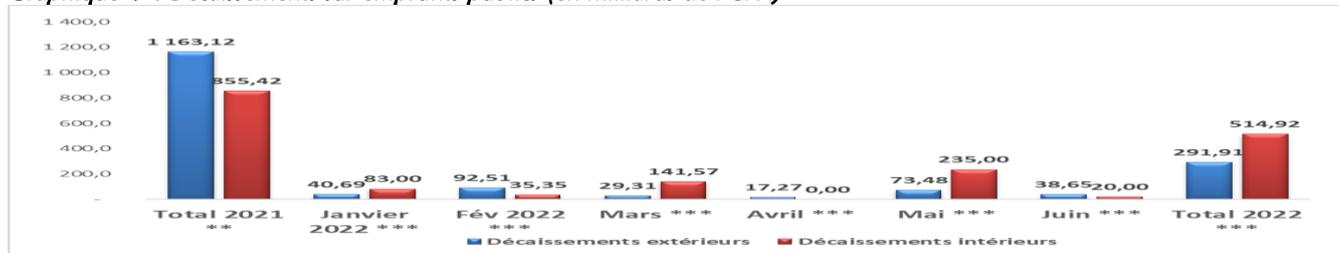
Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de juin 2022, les nouveaux tirages sur emprunts publics ont porté sur 58,7 milliards de FCFA dont 65,9% desdits tirages sur les emprunts extérieurs et 34,1% sur les emprunts intérieurs (BTA).

A fin juin 2022, le cumul des décaissements s'élève à 806,8 milliards de FCFA dont 36,2% desdits décaissements auprès des bailleurs de fonds extérieurs et 63,8% auprès des bailleurs de fonds intérieurs.

Graphique 4 : Décaissements sur emprunts publics (en milliards de FCFA)



Source : CAA

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Au cours du mois de juin 2022, les décaissements effectués auprès des bailleurs de fonds extérieurs sont estimés à 38,7 milliards de FCFA et proviennent à 24,0% de bailleurs multilatéraux et à 76,0% des partenaires commerciaux.

Au 30 juin 2022, le cumul des décaissements extérieurs depuis janvier 2022 porte sur 291,9 milliards de FCFA, dont 42,8% desdits décaissements en provenance des bailleurs de fonds multilatéraux, 30,8% des bailleurs bilatéraux et 26,4% des partenaires commerciaux.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

Les décaissements effectués auprès des bailleurs de fonds multilatéraux sont évalués à 9,3 milliards de FCFA et ont été principalement mobilisés auprès de la BID pour 73,7% des décaissements multilatéraux et sur le guichet BAD pour 25,4% des décaissements multilatéraux.

Les décaissements auprès des créanciers commerciaux sont évalués à 29,4 milliards de FCFA et proviennent principalement de l'ITFC pour 99,0% des tirages commerciaux.

Aucun décaissement auprès des partenaires bilatéraux n'a été enregistré au cours du mois.

Tableau 15 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

| Rubriques | Jun * | Total 2021 ** | Janvier 2022 *** | Fév 2022 *** | Mars 2022 *** | Avril 2022 *** | Mai 2022 *** | Juin 2022 *** | Total 2022 *** |
|---|---------------|------------------|------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| Montants en millions de FCFA | | | | | | | | | |
| Multilatéral | 51 224 | 445 857 | 10 372 | 75 714 | 12 873 | 10 068 | 6 513 | 9 273 | 124 813 |
| BAD | 5 521 | 56 499 | 1 935 | 1 346 | 6 043 | 7 048 | 4 708 | 2 353 | 23 433 |
| BADEA | - | 1 275 | 312 | - | 150 | 77 | - | - | 539 |
| BDEAC | - | 1 789 | - | - | - | - | - | - | - |
| BID | 15 487 | 98 270 | 6 848 | 5 028 | 3 246 | 2 359 | 1 286 | 6 830 | 25 597 |
| BIRD | 819 | 19 700 | - | - | - | - | - | - | - |
| FAD | 1 149 | 15 351 | 513 | 1 049 | 3 365 | 527 | 519 | 90 | 6 063 |
| FIDA | - | 4 092 | 723 | 601 | - | - | - | - | 1 323 |
| FMI | - | 98 570 | - | 67 610 | - | - | - | - | 67 610 |
| appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023 | - | 32 857 | - | 22 537 | - | - | - | - | 22 537 |
| appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023 | - | 65 714 | - | 45 074 | - | - | - | - | 45 074 |
| FS OPEP | 853 | 2 641 | - | 80 | 62 | 58 | - | - | 200 |
| IDA | 27 395 | 140 212 | 42 | - | 6 | - | - | - | 48 |
| dont appuis budgétaires PEF | - | 55 202 | - | - | - | - | - | - | - |
| UE | - | 7 458 | - | - | - | - | - | - | - |
| Bilatéral | 25 925 | 111 733 | 7 787 | 5 023 | 10 819 | 589 | 65 831 | - | 90 049 |
| ALLEMAGNE | - | 151 | - | - | - | - | - | - | - |
| FRANCE | 2 088 | 29 266 | 362 | - | 539 | - | 46 241 | - | 47 143 |
| dont appuis budgétaires PEF | - | - | - | - | - | - | 45 917 | - | 45 917 |
| Japon | 174 | 6 365 | - | 159 | - | - | - | - | 159 |
| ARABIE SAOUDITE | - | 1 572 | - | - | - | - | - | - | - |
| Corée du Sud | 1 599 | 9 670 | - | - | - | - | - | - | - |
| EXIMBANK DE CHINE | 22 064 | 53 877 | 7 425 | - | - | - | 19 590 | - | 27 014 |
| INDE | - | 8 676 | - | 4 864 | 10 280 | 589 | - | - | 15 733 |
| KOWEÏT | - | 2 155 | - | - | - | - | - | - | - |
| Commercial | 18 498 | 605 533 | 22 528 | 11 777 | 5 613 | 6 615 | 1 137 | 29 379 | 77 049 |
| AFRICAN EXPORT IMPORT BANK | - | 42 243 | - | - | - | - | - | - | - |
| Belfius | 496 | 496 | - | - | - | - | - | - | - |
| Commercial-eurobond | - | 449 331 | - | - | - | - | - | - | - |
| Deutsche banque Espagne | - | 289 | - | - | - | - | - | 283 | 283 |
| Inter Islamic trade Finance Corporation | 18 002 | 113 174 | 1 670 | 11 777 | 5 613 | 6 615 | 1 137 | 29 096 | 55 908 |
| Standard Chartered Londres | - | - | 20 858 | - | - | - | - | - | 20 858 |
| Total Général | 95 647 | 1 163 123 | 40 687 | 92 513 | 29 305 | 17 273 | 73 480 | 38 652 | 291 911 |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Les décaissements extérieurs du mois de juin 2022 ont été effectués à hauteur de 24,0% sur les prêts à moyen terme et 76,0% sur les prêts à court terme (décaissements ITFC).

Les décaissements sur prêts à moyen terme sont constitués uniquement des décaissements sur prêts projets et sont constitués 30,6% des ressources concessionnelles et 69,4% des ressources non concessionnelles.

Au cours du premier semestre 2022, les décaissements extérieurs enregistrés à la CAA au 19 juillet 2022 sont estimés à 291,9 milliards de FCFA, dont 41,9% débits décaissements proviennent des prêts projets à moyen terme, 38,9% des appuis budgétaires et 19,2% des prêts à court terme (décaissement ITFC). Les décaissements sur prêts projets sont tirés pour 18,3% des ressources concessionnelles et 81,7% des ressources non concessionnelles.

Tableau 16 : Décaissements par type de concessionnalité (en millions de FCFA)

| Rubriques | Mal 2021 * | Total 2021 ** | Janvier 2022 *** | Fév 2022 *** | Mars 2022 *** | Avril 2022 *** | Mai 2022 *** | Juin 2022 *** | Total 2022 *** | Poids cumulé |
|--|---------------|------------------|------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| Montants en millions de FCFA | | | | | | | | | | |
| Multilatéral | 24 721 | 445 857 | 10 372 | 75 714 | 12 873 | 10 068 | 6 513 | 9 273 | 124 813 | 52,9% |
| Concessionnel | 14 094 | 297 737 | 1 922 | 71 054 | 5 089 | 5 083 | 3 112 | 2 841 | 89 102 | 37,8% |
| dont Appuis budgétaires | - | 153 773 | - | 67 610 | - | - | - | - | 67 610 | 28,7% |
| FMI | - | 98 570 | - | 67 610 | - | - | - | - | 67 610 | 28,7% |
| IDA | - | 55 202 | - | - | - | - | - | - | - | 0,0% |
| Non Concessionnel | 10 627 | 148 120 | 8 450 | 4 659 | 7 784 | 4 985 | 3 401 | 6 432 | 35 711 | 12,2% |
| Bilatéral | 15 609 | 111 733 | 7 787 | 5 023 | 10 819 | 589 | 65 831 | - | 90 049 | 30,8% |
| Concessionnel | 2 103 | 31 654 | 362 | 159 | - | - | 46 241 | - | 46 762 | 16,0% |
| dont Appuis budgétaires AFD | - | - | - | - | - | - | 45 917 | - | 45 917 | 15,7% |
| Non Concessionnel | 13 506 | 80 079 | 7 425 | 4 864 | 10 819 | 589 | 19 590 | - | 43 287 | 14,8% |
| Commercial | - | 492 359 | 20 858 | 0 | - | - | - | - | 20 858 | 7,1% |
| Concessionnel | - | 23 341 | - | - | - | - | - | - | - | 0,0% |
| Non Concessionnel | - | 469 019 | 20 858 | 0 | - | - | - | - | 20 858 | 7,1% |
| dont eurobond 2021 | - | 449 331 | - | - | - | - | - | - | - | 0,0% |
| dont financement vaccination COVAX et AVAT | - | 42 243 | - | - | - | - | - | - | - | 0,0% |
| Total prêts à moyen terme | 40 330 | 1 049 950 | 39 017 | 80 736 | 23 692 | 10 658 | 72 344 | 9 273 | 235 720 | 80,8% |
| Total appuis budgétaires | - | 153 773 | - | 67 610 | - | - | 45 917 | - | 113 527 | 38,9% |
| Total hors appuis budgétaires | 40 330 | 896 177 | 39 017 | 13 126 | 23 692 | 10 658 | 26 427 | 9 273 | 122 193 | 41,9% |
| dont | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0,0% |
| Total prêts projets | 40 330 | 446 847 | 39 017 | 13 126 | 23 692 | 10 658 | 26 427 | 9 273 | 122 193 | 41,9% |
| Concessionnel | 16 197 | 198 959 | 2 284 | 3 603 | 5 089 | 5 083 | 3 437 | 2 841 | 22 337 | 7,7% |
| Non Concessionnel (hors eurobond) | 24 132 | 247 888 | 36 733 | 9 523 | 18 603 | 5 574 | 5 432 | 6 432 | 99 856 | 34,2% |
| Eurobond | - | 449 331 | - | - | - | - | - | - | - | 0,0% |
| Prêts à court terme | 33 983 | 113 174 | 1 670 | 11 777 | 5 613 | 6 615 | 1 137 | 29 379 | 56 190 | 19,2% |
| ITFC - Importations pétrole brute SONARA | 7 572 | 62 502 | 1 670 | 2 561 | 5 613 | 6 615 | 1 137 | 29 379 | 46 974 | 16,1% |
| ITFC - Campagne cotonnière 2019/2020 | 26 411 | 50 672 | - | 9 216 | - | - | - | - | 9 216 | 3,2% |
| Grand total | 74 313 | 1 163 123 | 40 687 | 92 513 | 29 305 | 17 273 | 73 480 | 38 652 | 291 911 | 100,0% |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

Sur la base des données enregistrées dans le système de gestion de la dette au 19 juillet 2022, pour le compte du mois de juin 2022, vingt (20) projets ont bénéficié des tirages extérieurs pour un montant d'environ 38,7 milliards de FCFA. Ces projets sont retracés dans le tableau ci-après :

Tableau 17 : Décaissements par projet en millions de FCFA

| N | Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA) | Baillleur | Devise | Jun 2021 * | Total 2021 ** | Janvier 2022 *** | Fév 2022 *** | Mars 2022 *** | Avril 2022 *** | Mai 2022 *** | Juin 2022 *** |
|----|--|--------------------|--------|------------|---------------|------------------|--------------|---------------|----------------|--------------|---------------|
| 1 | Projet d'importation du pétrole par la SONARA | Inter Islamic trad | EUR | - | - | - | - | - | - | - | 29 098 |
| 2 | Construction route batchenga ntui yoko lena tibati ngaoundéré | BID | EUR | 3 851 | 33 642 | 4 403 | 2 450 | 1 421 | - | - | 2 704 |
| 3 | Projet participatif de développement rural intégré Grassefeld | BID | CNY | 1 109 | 3 763 | 747 | 207 | 415 | 792 | 202 | 1 390 |
| 4 | Projet de développement intégré de Chari Logone 2 | BID | EUR | - | 1 841 | - | - | - | - | - | 886 |
| 5 | Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD-CVA) | BAD | XDR | - | 3 816 | 160 | 199 | 322 | 1 835 | 660 | 780 |
| 6 | Programme d'appui au secteur de transport phase 2-2017/210 | BAD | USD | 3 937 | 37 612 | 1 776 | 1 147 | 4 247 | 3 763 | 2 793 | 762 |
| 7 | projet d'aménagement route Batchenga Ntui-Yoko-Lena | BAD | FUA | 751 | 7 376 | - | - | 523 | - | 726 | 568 |
| 8 | Projet de développement du Mont Mbappit 2 | BID | USD | 908 | 3 697 | 138 | - | 210 | 57 | 132 | 528 |
| 9 | Projet de développement du Mont Mbappit (phase 2) | BID | USD | 1 739 | 2 243 | 6 | - | - | 11 | 55 | 495 |
| 10 | ELEVAGE ET PECHE NORD OUEST-2013/205 | BID | USD | 124 | 745 | - | - | 29 | 143 | 257 | 374 |
| 11 | Projet de renforcement de l'électricité dans la ville de Ydé-2017/109 | Deutsche banqu | ISD | - | 289 | - | - | - | - | - | 283 |
| 12 | Projet participatif de Développement Rural Intégré Grassefeld | BID | USD | - | 226 | - | - | - | - | - | 227 |
| 13 | Projet dorsale à fibre optique d'Afrique Centrale | BAD | EUR | 15 | 3 589 | - | - | 38 | 956 | - | 151 |
| 14 | Construction de la route ketta Djou (Phase 2) | BAD | EUR | 347 | 2 434 | - | - | 298 | - | - | 92 |
| 15 | projet d'aménagement route Batchenga Lena | FAD | FUA | 135 | 800 | - | - | 1 579 | - | 99 | 90 |
| 16 | projet agricole des chaînes de valeur | BID | EUR | 70 | 1 148 | - | 58 | 291 | 131 | 111 | 69 |
| 17 | Appui à la scolarisation dans les zones d'Education prioritaire-2014/206 | BID | ISD | 45 | 272 | 41 | 95 | - | - | 55 | 54 |
| 18 | Projet agricole chaîne de valeurs | BID | USD | 52 | 1 070 | 27 | 807 | 40 | 307 | 13 | 51 |
| 19 | Appui à la scolarisation dans les zones d'Education prioritaire-2014/205 | BID | USD | 207 | 952 | - | - | - | 21 | 80 | 32 |
| 20 | Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire | BID | ISD | 42 | 126 | - | - | - | - | - | 18 |

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Au cours du mois de juin 2022, les décaissements sur ressources d'emprunts intérieurs sont évalués à 20,0 milliards de FCFA, mobilisés par les émissions de BTA essentiellement pour des besoins de trésorerie.

Au 30 juin 2022, le cumul des décaissements sur emprunts intérieurs s'élève à 514,9 milliards de FCFA, dont 74,3% des montants tirés sous forme d'Obligations de Trésor et 25,7% sous forme de BTA. Ces tirages représentent environ 70,8% des décaissements prévus dans la Loi de Finances pour l'année 2022 (tenant compte des modifications apportées par l'ordonnance présidentielle N° 2022/001), estimés à 727 milliards de FCFA dont 177 milliards de FCFA de BTA et 550 milliards de FCFA d'OT. Il y a lieu de relever que ce plafond de 177 milliards de FCFA des BTA représente l'encours de fin de période (année 2022) à ne pas dépasser.

Tableau 18 : Décaissements sur emprunts intérieurs

| Rubriques | Juin 2021* | Total 2021* | Janvier 2022** | Fév 2022** | Mars 2022*** | Avril 2022*** | Mai 2022*** | Juin 2022*** | Total 2022*** |
|--|-------------|--------------|----------------|-------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| (Montants en milliards de FCFA) | | | | | | | | | |
| Titres Publics | 94,9 | 835,0 | 83,0 | 35,4 | 141,6 | - | 235,0 | 20,0 | 514,9 |
| Bons de Trésor Assimilables (BTA) | 60,0 | 479,0 | 83,0 | 25,5 | 4,0 | - | - | 20,0 | 132,5 |
| BTA 13 Semaines | 25,0 | 183,0 | | | | | | 20,0 | 20,0 |
| BTA 26 Semaines | 35,0 | 211,0 | 83,0 | 25,5 | 4,0 | - | | | 112,5 |
| BTA 52 Semaines | | 85,0 | | | | | | | - |
| Obligations de Trésor | 34,9 | 356,0 | - | 9,9 | 137,6 | - | 235,0 | - | 382,4 |
| OTA (BEAC) | 34,9 | 356,0 | - | 9,9 | 137,6 | - | - | - | 147,4 |
| OTA 5 ans | | 224,0 | - | - | 137,6 | | | | 137,6 |
| OTA 6 ans | 34,9 | 67,0 | - | - | - | | | | - |
| OTA 7 ans | | 65,0 | - | - | - | | | | - |
| OTA 10 ans | | - | - | 9,9 | - | - | - | - | 9,9 |
| OT (BVMAC) | - | - | - | - | - | - | 235,0 | - | 235,0 |
| ECMR 6,25% 2022-2029 | | | | | | | 235,0 | | 235,0 |
| Emprunt BEAC- avances statutaires (PM) | | - | | | | | | | - |
| Endettement Direct Bancaire | - | 20,4 | - | - | - | - | - | - | - |
| CAN 2021 | - | 10,3 | - | - | - | - | - | - | - |
| CCA Bank - FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE | | 10,3 | | | | | | | - |
| Pénétrante Est Douala | - | 10,1 | - | - | - | - | - | - | - |
| SCB | | 10,1 | | | | | | | - |
| Total Général | 94,9 | 855,4 | 83,0 | 35,4 | 141,6 | - | 235,0 | 20,0 | 514,9 |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Le mois de juin 2022, s'est achevé avec un niveau estimé de SEND's d'environ 4 029,5 milliards de FCFA (qui représenterait 15,5% du PIB), y compris un montant de 282,6 milliards de FCFA d'appuis budgétaires à décaisser progressivement auprès du FMI (230,1 milliards de FCFA) et de l'AFD (52,5 milliards de FCFA).. Ces SEND's ont augmenté de 0,6% en glissement annuel et proviennent exclusivement de la dette extérieure.

IV.4.1. SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires)

A fin juin 2022, les SEND's extérieurs (hors appuis budgétaires) sont estimés à 3 746,9 milliards de FCFA, soit 14,4% du PIB. Ces SEND's sont liées à : (i) 57,7% aux conventions de financements signées avec les bailleurs de fonds multilatéraux, dont 1 064,9 milliards de FCFA à décaisser auprès de la Banque Mondiale (soit 49,3% des SEND's multilatéraux) ; (ii) 25,1% de la coopération bilatérale, dont 638,8 milliards de FCFA à décaisser auprès de la Chine (soit 68,0% des SEND's bilatéraux) ; et (iii) 18,6% des prêts signés avec les partenaires commerciaux, dont 189,4 milliards de FCFA à décaisser auprès de ICBC (27,2% des SEND's commerciaux).

Suivant l'hypothèse d'exécution des projets bénéficiaires conformément au plan de décaissement, ces SEND's pourraient être totalement tirés d'ici 2025. Mais, les lenteurs dans le processus de l'exécution de nombre de projets constituent un frein important pour l'absorption rapide des financements disponibles, nécessaires pour la réalisation des projets du Cameroun, dans les délais afin d'atteindre la vision souhaitée par le Chef de l'Etat du Cameroun, d'un Cameroun émergent, uni dans sa diversité, à l'horizon 2035.

Tableau 19 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

| Rubriques | SEND's au 30/06/2021 * | SEND's au 31/12/2021 ** | SEND's au 31/01/2022 *** | SEND's au 28/02/2022 *** | SEND's au 31/03/2022 *** | SEND's au 30/04/2022 *** | SEND's au 31/05/2022 *** | SEND's au 31/06/2022 *** |
|--|---------------------------|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| MULTILATERAUX | 1 895,7 | 2 487,7 | 2 483,5 | 2 406,5 | 2 397,3 | 2 409,5 | 2 394,0 | 2 393,4 |
| BAD | 590,2 | 559,6 | 557,6 | 556,9 | 550,8 | 543,8 | 539,1 | 536,8 |
| BADEA | 39,0 | 39,6 | 39,9 | 39,5 | 39,8 | 41,9 | 41,1 | 42,1 |
| BDEAC | 88,0 | 86,2 | 86,2 | 86,2 | 86,2 | 86,2 | 86,2 | 86,2 |
| BID | 272,0 | 229,8 | 225,6 | 218,3 | 216,9 | 223,7 | 218,9 | 216,2 |
| BIRD | 256,5 | 243,8 | 243,8 | 243,8 | 243,8 | 243,8 | 243,8 | 243,8 |
| FAD | 104,3 | 97,0 | 97,0 | 96,1 | 93,0 | 94,5 | 93,1 | 93,6 |
| FIDA | 34,1 | 33,0 | 32,5 | 31,9 | 32,0 | 32,7 | 32,4 | 32,7 |
| FS OPEP | 16,8 | 16,6 | 17,0 | 16,8 | 16,9 | 17,9 | 17,5 | 18,0 |
| IDA | 429,0 | 818,2 | 818,7 | 818,8 | 819,1 | 821,3 | 820,4 | 821,1 |
| UE | 10,7 | 72,8 | 72,8 | 72,8 | 72,8 | 72,8 | 72,8 | 72,8 |
| Appuis budgétaires | 55,2 | 290,9 | 292,3 | 225,4 | 226,0 | 230,8 | 228,7 | 230,1 |
| FMI | - | 290,9 | 292,3 | 225,4 | 226,0 | 230,8 | 228,7 | 230,1 |
| BILATERAUX | 785,7 | 776,9 | 780,3 | 866,8 | 870,9 | 1 006,8 | 920,2 | 938,7 |
| ALLEMAGNE | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 |
| FRANCE | 26,8 | 17,5 | 17,1 | 115,5 | 115,0 | 115,0 | 68,7 | 68,7 |
| Appuis budgétaires AFD | - | - | - | 98,4 | 98,4 | 98,4 | 52,5 | 52,5 |
| Japon | 41,1 | 40,4 | 41,0 | 40,3 | 38,6 | 38,2 | 38,3 | 36,7 |
| Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA) | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| ARABIE SAOUDITE | 19,1 | 19,2 | 19,4 | 19,2 | 19,5 | 20,6 | 20,1 | 20,7 |
| Chine | 5,4 | 5,7 | 5,8 | 5,8 | 5,8 | 5,9 | 5,7 | 5,9 |
| Corée du Sud | 13,5 | 6,7 | 6,7 | 6,7 | 6,7 | 6,8 | 6,7 | 6,6 |
| Emirats Arabes Unis | 8,3 | 8,7 | 8,8 | 8,7 | 8,8 | 9,3 | 9,1 | 9,4 |
| EXIMBANK DE CHINE | 610,2 | 621,1 | 623,0 | 617,5 | 623,8 | 653,9 | 617,4 | 632,9 |
| INDE | 36,6 | 33,2 | 33,7 | 28,5 | 27,9 | 131,4 | 128,7 | 132,1 |
| KOWEÏT | 22,6 | 22,3 | 22,6 | 22,4 | 22,5 | 23,6 | 23,2 | 23,7 |
| COMMERCIAUX | 1 087,4 | 699,2 | 682,2 | 679,7 | 682,5 | 696,4 | 691,0 | 697,4 |
| AFRICAN EXPORT IMPORT BANK | 41,9 | | | | | | | |
| Bank of China | 42,5 | 44,6 | 45,3 | 44,9 | 45,4 | 47,9 | 46,9 | 48,2 |
| Belfius | 19,1 | 19,1 | 19,1 | 19,1 | 19,1 | 19,1 | 19,1 | 19,1 |
| BMCE Bank | 20,9 | 20,9 | 20,9 | 20,9 | 20,9 | 20,9 | 20,9 | 20,9 |
| CDS group privée Nouvelle Zelande | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Comercial-eurobond | 449,3 | - | - | - | - | - | - | - |
| Commez bank Allemagne | 18,8 | 19,7 | 20,0 | 19,8 | 20,0 | 21,2 | 20,7 | 21,3 |
| Deutsche banque Espagne | 38,0 | 40,9 | 41,0 | 41,0 | 41,0 | 41,2 | 41,1 | 40,9 |
| ICBC | 167,2 | 175,4 | 178,2 | 176,4 | 178,4 | 188,5 | 184,6 | 189,4 |
| Inter Islamic trade Finance Corporation | - | - | - | - | - | - | - | - |
| INTESA SANPAOLO SPA | 107,2 | 107,2 | 107,2 | 107,2 | 107,2 | 107,2 | 107,2 | 107,2 |
| NR_ECMR | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Raiffeisen Bank Inter AG | 3,9 | 3,9 | 3,9 | 3,9 | 3,9 | 3,9 | 3,9 | 3,9 |
| SOCIETE GENERALE DE PARIS | 108,7 | 108,7 | 108,7 | 108,7 | 108,7 | 108,7 | 108,7 | 108,7 |
| SOCIETE GENERALE NEW YORK | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 |
| SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 |
| Standard Chartered Londres | 56,0 | 144,8 | 124,0 | 124,0 | 124,0 | 124,0 | 124,0 | 124,0 |
| TOTAL GENERAL | 3 768,8 | 3 963,7 | 3 946,0 | 3 953,0 | 3 950,7 | 4 112,7 | 4 005,2 | 4 029,5 |
| TOTAL APPUIS BUDGETAIRES | 55,2 | 290,9 | 292,3 | 323,8 | 324,4 | 329,2 | 281,2 | 282,6 |
| TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES | 3 713,7 | 3 672,8 | 3 653,6 | 3 629,3 | 3 626,3 | 3 783,5 | 3 724,0 | 3 746,9 |

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

A fin juin 2022, les SEND's intérieurs sont nuls.

Point sur les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) au 30 juin 2022

Pour assurer la mise en œuvre de la SND30, il y a un volume conséquent d'investissements qui est requis. Les projets de développement cofinancés s'inscrivent dans cette mouvance.

Le Gouvernement, pour réaliser cet objectif stratégique, mise sur différents leviers à l'instar des ressources issues de la coopération avec les partenaires techniques et financiers.

L'atteinte des objectifs de la SND30 passe donc de ce fait par l'absorption efficace des financements disponibles auprès des bailleurs de fonds. Les chiffres sur les SEND's sont régulièrement mis à jour par la CAA dans le cadre du suivi de cet indicateur d'absorption.

Comme déjà relevé, le niveau des SEND's sur prêts projets est estimé à 3 746,9 milliards de FCFA à fin juin 2022. Ce montant est en augmentation de 0,6% par rapport au mois de mai 2022, du fait essentiellement des variations de change. Au regard du volume important de cet agrégat, des efforts restent à mener en vue de sa réduction substantielle, allant dans le sens de la maturation complète des projets initiés, de la gouvernance opérationnelle des projets en cours d'exécution, des dotations plus équilibrées en fonds de contrepartie, etc.

Il convient de relever que les mois de juillet et d'août annoncent certaines activités de revue des portefeuilles de certains bailleurs, à l'instar de la 4^{ème} revue trimestrielle des agences d'exécution des projets conjointement financés au Cameroun par la BAD, la BDEAC et la JICA. Ces revues ont souvent vocation à évaluer les activités des projets mis en œuvre afin d'en dégager les facteurs bloquants, puis d'émettre des propositions d'amélioration. En outre il a été effectué du 13 au 17 juin, une mission de la Banque Islamique de Développement (BID) en vue de la revue et du suivi de l'ensemble de son portefeuille de projets au Cameroun. C'est un partenaire majeur pour l'Etat et les SEND's sur ce guichet se chiffrent à 216,2 milliards de FCFA, après le groupe de la BAD (630 milliards de FCFA), la Chine (870 milliards de FCFA) et le groupe de la Banque mondiale qui détient 28% des SEND's (1065 milliards de FCFA).

L'autre activité menée à la CAA concerne l'élaboration d'un document du portefeuille des projets et programmes actifs et suivi des SEND's. Ce document devrait être produite de façon continu et après chaque fin d'année de préférence avant la fin du mois de juin de l'année suivante.

Ce document se veut être un outil d'aide à la communication sur l'implémentation effective des projets de l'Etat à financement conjoint suivis par la CAA, ainsi qu'un curseur fiable sur la mobilisation des ressources publiques affectées.

Pour atteindre cet objectif central, les contributions des maitres d'ouvrage, des unités de Gestions des projets et différents autres acteurs sont plus que jamais nécessaires afin de diagnostiquer l'ensemble des projets, et surtout de proposer des solution pour une réelle absorption de ces ressources d'emprunts qui devraient soutenir la croissance visée.

Il est à noter qu'avec un niveau des SEND's de plus de 3700 milliards de FCFA, pour les absorber en 4 ans, il faudrait décaisser en moyenne plus de 900 milliards de FCFA. Pour une absorption en 5 ans, il faudrait des décaissements minimums de 700 milliards de FCFA par an.

Malheureusement, sur les deux précédentes années, les décaissements annuels sur prêts projets n'ont pas excédés 450 milliards de FCFA, expliqués entre autre par la crise né de la covid-19 et l'environnement international morose. Suivant cette tendance, si rien n'est fait (sans prise en compte des nouveaux SEND's issu des projets en cours de négociation), il faudrait projeter environ 8,3 années pour absorber les SEND's actuels, qui sûrement ne seront pas optimaux pour les types de croissance visés et le Développement Durable du Cameroun.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois)

Au 30 juin 2022, l'encours de la dette de l'Administration Centrale hors Restes à Payer de plus de trois mois est évalué à 10 805 milliards de FCFA, Considérant que toute dette libellée en FCFA est considérée comme dette intérieure et celle libellée en devises étrangères comme dette extérieure, le profil des coûts et risques du portefeuille de la dette de l'Administration Centrale à fin juin 2022 se présente comme suit :

- Le ratio de la dette est en hausse de 0,6 point en glissement trimestriel, passant de 40,9% à 41,5%, dont 30,1% pour la dette extérieure et 11,4% pour la dette intérieure ;
- Le coût moyen pondéré de la dette enregistre une légère baisse de 0,1% par rapport au trimestre précédent et se situe à 2,4%, dont 2,1% pour la dette extérieure et 2,9% pour la dette intérieure. Considérant la hausse progressive des taux d'intérêt, le coût de la dette pourrait légèrement augmenter tenant compte de la part de la dette à taux d'intérêt variable non négligeable dans le portefeuille ;
- La durée moyenne de refinancement du portefeuille baisse de 0,2 point en glissement trimestriel et est estimée à 8,2 années, soit 9,4 années pour la dette extérieure et 5,2 années pour la dette intérieure ;
- Le poids de la dette, dont les termes sont à refixer augmente de 4,5% par rapport au trimestre précédent et se situe à 24,0%, soit 25,7% pour la dette extérieure et 19,6% pour la dette intérieure ;
- Le risque de taux d'intérêt est traduit par l'exposition d'environ 15,2% de la dette totale (dette à taux d'intérêt variable) aux fluctuations de taux d'intérêt, contre une exposition de 19,5% à fin mars 2022 ;
- La part de la dette libellée en devises autres que le FCFA est inférieur de 0,4% par rapport au trimestre précédent et est estimée à 72,6% du portefeuille global, soit une exposition de 45,7% du portefeuille (contre une exposition de 45,3% à fin mars 2022), considérant la dette libellée en euro, évaluée à 26,9% de la dette totale. La dépréciation du FCFA par rapport au dollar et autres devises principales observé en juin a contribué à l'augmentation de l'encours de la dette extérieure à fin juin 2022 respectivement de successivement de 420 milliards de FCFA en glissement annuel, 172 milliards de FCFA en glissement trimestriel et 78 milliards de FCFA en glissement mensuel.

Tableau 20 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

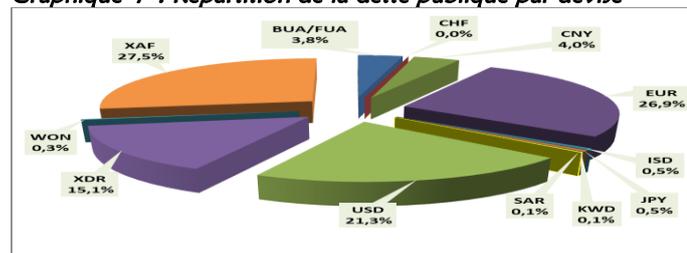
| Indicateurs de coûts et risques | | Dettes extérieure | Dettes intérieure | Dettes totale* |
|---|--|-------------------|-------------------|----------------|
| Dettes nominale en milliards de FCFA | | 7 844 | 2 962 | 10 805 |
| Dettes nominale (% du PIB) | | 30,1 | 11,4 | 41,5 |
| Coût de la dette | Paiement d'intérêt en % du PIB | 0,6 | 0,3 | 1,0 |
| | Taux d'intérêt moyen pondéré (%) | 2,1 | 2,9 | 2,4 |
| Risque de refinancement | Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM) | 9,4 | 5,2 | 8,2 |
| | Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total) | 9,4 | 19,6 | 10,6 |
| Risque de taux d'intérêt | Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB) | 2,2 | 2,2 | 4,4 |
| | Durée moyenne à refixer (ans) (ATR) | 7,7 | 5,2 | 7,0 |
| | Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total) | 25,7 | 19,6 | 24,0 |
| Risque de change | Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total) | 81,5 | 93,6 | 84,8 |
| | Dettes en devises (% du total) | | | 72,6 |
| Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC) | | | | 14,6 |

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : l'Euro pour 26,9%, le XAF avec 27,5%, le Dollar US pour 21,4% et le XDR (DTS) pour 15,1%.

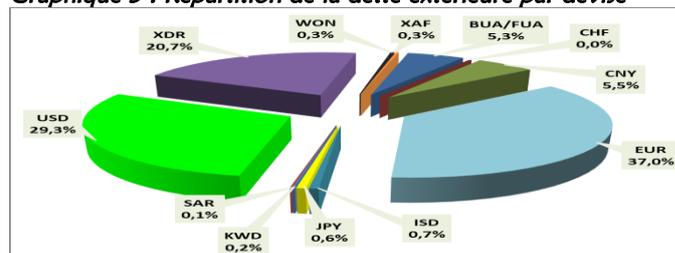
Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA

Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose en grande partie de l'Euro soit 37,0%, suivi du Dollar US avec 29,3% et le XDR (DTS) avec 20,7%.

Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

| | | |
|--|--|---|
|  COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE | |  |
| Comité National de la Dette Publique | | Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun |

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm